

ÉTUDE DES CRÉDITS 2016-2017

CHARTÉ

DE LA LANGUE FRANÇAISE

CHARTRE
DE LA LANGUE FRANÇAISE

DEMANDE DE
RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

2016-2017

***SECRÉTARIAT À LA POLITIQUE
LINGUISTIQUE (SPL)***

Étude des crédits 2016-2017

SECRÉTARIAT À LA POLITIQUE LINGUISTIQUE

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe de l'opposition officielle

1	Liste des voyages <u>hors Québec</u> pour l'année financière 2015-2016 : a) les endroits et dates de départ et de retour; b) la copie des programmes et rapports de mission; c) les personnes rencontrées; d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.); e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission; f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants; g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant; - les détails de ces ententes; - les résultats obtenus à ce jour; h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé. i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.
2	Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2015-2016 : a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour; b) les coûts ventilés; c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc. d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants
3	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : a) la ventilation des sommes dépensées pour 2015-2016, et les prévisions pour 2016-2017; b) les noms des firmes de publicité retenues; c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié); d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes; e) le but visé par chaque dépense; f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire; g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Étude des crédits 2016-2017

SECRÉTARIAT À LA POLITIQUE LINGUISTIQUE

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe de l'opposition officielle

4	<p>Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :</p> <p><u>Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :</u></p> <ul style="list-style-type: none">a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;b) le but visé par chaque dépense;c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; <p><u>Par un professionnel ou une firme externe :</u></p> <ul style="list-style-type: none">d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût, le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;h) le but visé par chaque dépense;i) le nombre total et la liste d'événements ventilés par type d'événement.
5	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p><u>Organisée par le ministère ou l'organisme :</u></p> <ul style="list-style-type: none">a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;b) le but recherché par chaque dépense;c) le nombre total et liste des formations ventilée par catégorie; <p><u>Organisée par une firme externe :</u></p> <ul style="list-style-type: none">d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;h) le but visé par chaque dépense;i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.
6	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p><u>Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :</u></p> <ul style="list-style-type: none">a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;b) le but visé par chaque dépense;c) la nature de la formation;d) les personnes concernées.

Étude des crédits 2016-2017

SECRÉTARIAT À LA POLITIQUE LINGUISTIQUE

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe de l'opposition officielle

7	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2015-2016, en indiquant, pour chaque contrat :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les noms du professionnel ou de la firme;b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);d) la date d'octroi du contrat;e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;f) l'échéancier;g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. <p>par le ou les cabinets ministériels en 2015-2016, en indiquant:</p> <ul style="list-style-type: none">a) les noms du professionnel ou de la firme;b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);d) la date d'octroi du contrat;e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;f) l'échéancier;g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
8	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la <i>Loi sur les contrats des organismes publics</i>, en indiquant :</p> <p>Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information et sous quel format.</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nombre d'autorisations;b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;d) le montant accordé;e) les motifs de la demande;f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
9	<p>Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la liste des soumissions et le montant de chacune;b) la grille d'évaluation des soumissions;c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Étude des crédits 2016-2017

SECRÉTARIAT À LA POLITIQUE LINGUISTIQUE

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe de l'opposition officielle

10	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
11	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016 : a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.
12	Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

Étude des crédits 2016-2017

SECRÉTARIAT À LA POLITIQUE LINGUISTIQUE

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe de l'opposition officielle

13	<p>Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la photocopie;b) le mobilier de bureau;c) l'ameublement;d) la décoration et l'embellissement;e) le distributeur d'eau de source;f) le remboursement des frais de transport;g) le remboursement des frais d'hébergement;h) le remboursement des frais de repas;i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session dek) type perfectionnement ou ressourcement :<ul style="list-style-type: none">I. au Québec;II. à l'extérieur du Québec.
14	<p>Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;d) les coûts d'acquisition des appareils;e) le coût d'utilisation des appareils;f) le coût des contrats téléphoniques;g) les noms des fournisseurs;h) le nombre de minutes utilisées;i) les ordinateurs portables;j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;k) le coût des frais d'itinérance;l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

Étude des crédits 2016-2017

SECRÉTARIAT À LA POLITIQUE LINGUISTIQUE

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe de l'opposition officielle

15	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus; b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins; c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel; d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leurs valeur estimée, par catégorie d'emploi; e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.); <ul style="list-style-type: none"> - le coût moyen par employé, selon la classe de travail. f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel; g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi; h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique; i) le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé ou de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers; j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir; l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie; m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions); n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires; o) le nombre d'employés permanents et temporaires; p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.
16	<p>Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) le nombre de départs à la retraite en 2013-2014 et en 2015-2016, incluant le total et la ventilation des indemnités versées. b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines. c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2016-2017 et 2016-2017 et les indemnités de retraite qui seront versées. d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Étude des crédits 2016-2017

SECRÉTARIAT À LA POLITIQUE LINGUISTIQUE

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe de l'opposition officielle

17	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2015-2016 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) le propriétaire de l'espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
18	Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2015-2016, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir : a) la ou les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
19	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2015-2016, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2015-2016; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2015-2016; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : <i>Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre</i> et <i>Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État</i> .
20	Liste des sommes d'argent versées en 2015-2016 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Étude des crédits 2016-2017

SECRÉTARIAT À LA POLITIQUE LINGUISTIQUE

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe de l'opposition officielle

21	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
22	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2016-2017.
23	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2015-2016, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) prévisions pour 2016-2017; c) par catégorie d'âge.
24	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
25	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016, en précisant pour chaque abonnement : a) coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.
26	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Étude des crédits 2016-2017

SECRÉTARIAT À LA POLITIQUE LINGUISTIQUE

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe de l'opposition officielle

27	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.
28	Nominations, pour 2015-2016, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée : a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) les contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.
29	Pour 2015-2016, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.
30	Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2014-2015 et 2015-2016 : a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; c) le nombre total des demandes reçues; d) le nombre de refus (en précisant par catégorie, les raisons et/ou articles de la loi invoqués pour le refus); e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; g) le nombre de demandes ayant été traité hors délai.
31	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2015-2016 : a) le coût (déplacements, etc.); b) le nombre de ressources affectées; c) le nombre de rencontres; d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; e) l'objet; f) les dates.
32	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

Étude des crédits 2016-2017

SECRÉTARIAT À LA POLITIQUE LINGUISTIQUE

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe de l'opposition officielle

33	La liste des ententes et leur nature, signées en 2015-2016 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la <i>Loi sur le ministère du Conseil exécutif</i> ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
34	Le détail des crédits périmés <u>et reportés</u> et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017.
35	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2016-2017.
36	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2015-2016 et les prévisions 2016-2017.
37	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2013-2014 et en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017 et 2016-2017, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
38	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
39	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
40	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2015-2016 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
41	<p>Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :</p> <p>a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;</p> <p>b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.</p>

Étude des crédits 2016-2017

SECRÉTARIAT À LA POLITIQUE LINGUISTIQUE

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe de l'opposition officielle

42	Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.
43	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
44	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
45	Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2015-2016 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2016-2017. Pour chacun de ces programmes existants en 2015-2016, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
46	Liste des situations en 2015-2016 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2015-2016.
47	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
48	Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.
49	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.
50	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.
51	Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.
52	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.
53	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.
54	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

Étude des crédits 2016-2017

SECRÉTARIAT À LA POLITIQUE LINGUISTIQUE

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe de l'opposition officielle

55	<p>Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publics, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.</p> <p>Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.</p> <p>Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nombre d'autorisations;b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;d) le montant accordé;e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;f) les motifs de la demande;g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats <p>Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site Internet ou autre moyen de communication.</p>
56	<p>Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la dépense totale (opération et capital);b) les grands dossiers en cours;c) le nombre d'employés attirés aux dossiers informatiques;d) le nombre de consultants externes attirés aux dossiers informatiques.
57	<p>a. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.</p> <p>b. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.</p>
58	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.</p>

Étude des crédits 2016-2017

SECRÉTARIAT À LA POLITIQUE LINGUISTIQUE

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe de l'opposition officielle

59	<p>Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :</p> <ul style="list-style-type: none">a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels. <p>Fournir les prévisions pour 2016-2017.</p>
60	<p>Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2015-2016 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.</p>
61	<p>Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 et <u>2015-2016</u> en indiquant pour chacun :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le sujet;b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;c) les coûts reliés à sa réalisation;d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. <p>Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.</p>
62	<p>Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2014-2015 et 2015-2016, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:</p> <ul style="list-style-type: none">a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

1- Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2015-2016 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2015-2016

Aucun voyage hors Québec n'a été effectué pour l'année financière 2015-2016.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Secrétariat en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 18).

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

2- Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2015-2016 :

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.
- d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2015-2016

Aucune dépense de cette nature.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Secrétariat en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17).

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

3- Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :

- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2015-2016, et les prévisions pour 2016-2017;
- b) les noms des firmes de publicité retenues;
- c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
- e) le but visé par chaque dépense;
- f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
- g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2015-2016

Aucune dépense n'a été effectuée pour l'année financière 2015-2016.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Secrétariat en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24).

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

4- Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût, le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et la liste d'événements ventilés par type d'événement.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2015-2016

Aucune dépense n'a été effectuée pour l'année financière 2015-2016.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

5- La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2015-2016

Aucune dépense de cette nature.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Secrétariat en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23).

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

6- La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2015-2016

Ne s'applique pas.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Secrétariat en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23).

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

7- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Par le ou les cabinets ministériels en 2015-216, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2015-2016

Fournisseur	Objet de contrat	Date	Montant
Atelier La Parure	Prix du Québec - Réalisation de 14 exemplaires du coffret de la médaille des prix du Québec 2014	24-09-2015	5 600 \$
Boulanger, Christiane	Révision linguistique pour le rapport d'évaluation du programme Promotion du français lors d'activités culturelles et pour le projet de règlement modifiant le Règlement sur la langue du commerce et des affaires	03-12-2015	1 200 \$
Copie Express	Prix du Québec – Impression des cartes d'invitation Impression des cahiers étude des crédits	20-10-2015	179 \$ 911 \$
Direct Info	Conception graphique de la fiche de présentation pour le Prix Robert-Bourassa	09-10-2015	146 \$
Entre les heures inc.	Réaliser des opérations relativement à la prolongation de la Stratégie commune pour le Grand Montréal 2013-2016, notamment développement de projets, rédaction de documents, etc.	10-02-2015	2 820 \$
Enseignes Montréal	Expertise-conseil sur l'affichage des marques de commerce	23-09-2015	238 \$

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

7- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Par le ou les cabinets ministériels en 2015-216, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

ooo—000—ooo—000—ooo

Fournisseur	Objet de contrat	Date	Montant
Gendreau-Foy, William	Prix du Québec – Musicien lors la soirée de la remise des prix	02-12-2015	125 \$
Gestar	Soutien annuel du logiciel de gestion documentaire Documentik	06-07-2015	869 \$
Impact Conseil	Réaliser l'étude d'impact réglementaire nécessaire au projet de modification au Règlement sur la langue du commerce et des affaires	03-11-2015	17 037 \$
Impressions Catering	Traiteur pour une réunion du comité directeur de la Stratégie commune 2013-2016	22-05-2015	251 \$
Kevlar	Service d'un agent de sécurité lors du déménagement du SPL	25-08-2015	170 \$
Louise Leblanc photographe	Prix du Québec – Séance de portrait avec les lauréats	20-11-2015	364 \$
Magie de la chimie	Prix du Québec – Présentateur lors de la soirée de la remise des prix	18-11-2015	706 \$
McBean, Emily	Prix du Québec – Musicienne lors de la soirée de la remise des prix	18-11-2015	125 \$
Miram	Service-conseil comme expert en enseigne – Marques de commerce	11-12-2015	380 \$
Michaud, Denys	Prix du Québec – Inspection des médailles	30-09-2015	171 \$

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

7- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Par le ou les cabinets ministériels en 2015-216, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

ooo—000—ooo—000—ooo

Fournisseur	Objet de contrat	Date	Montant
Morin, Yan	Prix du Québec – Gravure pentographe et gravure à la main logo et démos	22-10-2015	897 \$
Pige Communication	Conception graphique et montage d'une brochure	18-09-2015	1 000 \$
Reprographic	Prix du Québec – Impression d'un dépliant	13-11-2015	125 \$
Roy, Jean	Préparer les dossiers et effectuer les recherches préalables à la réalisation des travaux interministériels sur l'application de la Charte de la langue française	25-09-2015	1 800 \$
Soucy-Giguère, Éléonore	Prix du Québec – Musicienne lors de la soirée de la remise des prix	18-11-2015	125 \$
Termotte, Marc	Service expert-conseil en démolinguistique	14-08-2015	4 000 \$
Vigneault, Sarah-Ève	Prix du Québec – Musicienne lors de la soirée de la remise des prix	18-11-2015	125 \$

Pour le cabinet :

Ne s'applique pas.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca>

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

- 8- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisé par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*, en indiquant :

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2015-2016

Aucun contrat n'a fait l'objet d'une autorisation prévue à l'article 17 de la *Loi sur les contrats des organismes publics*.

Ces informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca>

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

9- Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

ooo—000—ooo—000—ooo

Aucun appel d'offres public.

Ces informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca>

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

10- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

11- Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016 :

- a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

ooo—000—ooo—000—ooo

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui font l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

12- Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2015-2016

Aucune dépense de cette nature.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

- 13- Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :**
- a) la photocopie;
 - b) le mobilier de bureau;
 - c) l'ameublement;
 - d) la décoration et l'embellissement;
 - e) le distributeur d'eau de source;
 - f) le remboursement des frais de transport;
 - g) le remboursement des frais d'hébergement;
 - h) le remboursement des frais de repas;
 - i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
 - j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. au Québec;
 - II. à l'extérieur du Québec.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2015-2016

Les données représentent l'ensemble des dépenses 2015-2016 de l'organisme au Québec. Aucune dépense à l'extérieur du Québec en 2015-2016.

DÉPENSES	MONTANT (\$)
PHOTOCOPIE (location + impressions)	4 239 \$
MOBILIER DE BUREAU	0 \$
AMEUBLEMENT	0 \$
DÉCORATION ET EMBELLISSEMENT	0 \$
DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE	0 \$
REMBOURSEMENT DES FRAIS DE TRANSPORT	7 326 \$
REMBOURSEMENT DES FRAIS D'HÉBERGEMENT	6 425 \$
REMBOURSEMENT DES FRAIS DE REPAS	2 964 \$
REMBOURSEMENT DES FRAIS D'ALCOOL	0 \$
REMBOURSEMENT DES FRAIS DE FÊTES (incluant les boissons)	0 \$
ENSEMBLE DES DÉPENSES APPLICABLES À LA PARTICIPATION À DES CONGRÈS, COLLOQUES ET TOUTE SESSION DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT	283 \$

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

- 14- Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :**
- a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
 - b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
 - c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
 - d) les coûts d'acquisition des appareils;
 - e) le coût d'utilisation des appareils;
 - f) le coût des contrats téléphoniques;
 - g) les noms des fournisseurs;
 - h) le nombre de minutes utilisées;
 - i) les ordinateurs portables;
 - j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
 - k) le coût des frais d'itinérance;
 - l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2015-2016

DESCRIPTION	
NOMBRE DE TÉLÉPHONES CELLULAIRES UTILISÉS	3
NOMBRE DE PORTABLES ET TABLETTES ÉLECTRONIQUES UTILISÉS	2
NOMBRE DE TÉLÉAVERTISSEURS UTILISÉS	0
COÛTS D'ACQUISITION DES APPAREILS	0
COÛT D'UTILISATION DES APPAREILS	993 \$
COÛT DES CONTRATS TÉLÉPHONIQUES	983 \$
NOM DU FOURNISSEUR	Rogers
NOMBRE DE MINUTES UTILISÉES	7 189
COÛT DES FRAIS D'ITINÉRANCE	0
COÛTS DE RÉSILIATION	0

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet du Secrétariat en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 25).

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

15- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

000—000—000—000—000

Pour l'année 2015-2016

A. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus.

PERSONNEL RÉGULIER ET OCCASIONNEL		Hommes	Femmes	Handicapés
Répartition par tranches d'âge				
Emplois supérieurs	+ de 35 ans	1	0	0
Cadres	+ de 35 ans	0	0	0
Professionnels	+ de 35 ans	1	3	1
Fonctionnaires	+ de 35 ans	0	3	0
Total		2	6	1

B. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins

Aucun employé dans cette catégorie

C. Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel.

PERSONNEL RÉGULIER ET OCCASIONNEL	Jours de maladie (code 120)
Hors cadres	0
Cadres	0
Professionnels	96
Fonctionnaires	19
TOTAL	115

D. Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.

Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
3	3	3	0

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

15- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

ooo—000—ooo—000—ooo

E. Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
— le coût moyen per employé, selon la classe de travail.

PERSONNEL RÉGULIER ET OCCASSIONNEL	Heures supplémentaires hr,mn	Heures Payées hr,mn	Heures compensées hr,mn
Professionnels	62,0	0,0	62
Fonctionnaires	5,75	0,0	5,75
TOTAL	67,75	0,0	67,75

F. Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel.

PERONNEL RÉGULIER	2015-2016											
	Avril	Mai	Juin	Juill.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars
Cadres et hors cadres			11,0		10,0				2,0			8,0
Professionnels	0,5	3,5	10,0	40,0	17,0		1,0		9,5	15,0	18,0	12,0
Fonctionnaires	2,0	8,0	4,0	5,0	17,0	3,5		19,0	3,0			1,0
TOTAL	2,5	11,5	25,0	45,0	44,0	3,5	1,0	19,0	14,5	15,0	18,0	21,0

G. Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi.

Moins de 10 jours	10 à 50 jours	50 à 100 jours	100 jours et plus
6	1	0	0

H. Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique.

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

15- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

I. Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers.

Les informations quant au nombre de personnes, par catégorie d'emploi, qui reçoivent une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, renferment des renseignements personnels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. En raison du paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59, ces renseignements sont confidentiels. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

J. L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions).

CAPITALE NATIONALE	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Hors cadres	0	0	1
Cadres	1	0	0
Professionnels	3	3	3
Fonctionnaires	1	1	1

MONTREAL	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Hors cadres	1	1	0
Cadres	1	0	0
Professionnels	1	2	2
Fonctionnaires	2	2	2

K. L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir.

Postes experts/émérites	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Professionnels	1	1	1

L. Le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie.

HORAIRE MAJORÉ	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Hors cadres	0	0	0
Cadres	0	0	0
Professionnels	1	1	1
Fonctionnaires	1	1	1

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d’opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

15- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l’éducation) :

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

M. Le nombre de postes par catégories d’emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principale de direction et chacune des régions).

CAPITALE NATIONALE	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Hors Cadres	0	0	1
Cadres	1	0	0
Professionnels	3	3	3
Fonctionnaires	1	1	1

MONTREAL	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Hors Cadres	1	1	0
Cadres	1	0	0
Professionnels	1	2	2
Fonctionnaires	2	2	2

N. Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d’emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

O. Le nombre d’employés permanents et temporaires.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

P. Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

16- Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction :

- a) le nombre de départs à la retraite en 2014-2015 et en 2015-2016, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.
- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2016-2017 et 2017-2018 et les indemnités de retraite qui seront versées.
- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

Pour l'année 2015-2016

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.
- b) Aucun remplacement effectué en application du Plan de gestion des ressources humaines.
- c) Deux départs à la retraite prévus en 2016-2017.
- d) Un contrat avec un retraité de la fonction publique.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

17- Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2015-2016 en indiquant pour chacun d'eux :

- a) l'emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l'espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

ooo—000—ooo—000—ooo

Ne s'applique pas.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet du Secrétariat en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 27).

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

- 18- Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2015-2016, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :**
- a) la ou les dates des travaux;
 - b) les coûts;
 - c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2015-2016

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

19- Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2015-2016, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2015-2016;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2014-2015 et 2015-2016;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2015-2016

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

- 20- Liste des sommes d'argent versées en 2015-2016 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :**
- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
 - b) la circonscription électorale;
 - c) le montant attribué;
 - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2015-2016

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

21- Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

ooo—000—ooo—000—ooo

Aucun membre du personnel.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 01 Secrétariat à la politique linguistique

22- Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2016-2017.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

- 23- Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2015-2016, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :**
- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
 - b) prévisions pour 2016-2017;
 - c) par catégorie d'âge.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

24- Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

ooo—000—ooo—000—ooo

Nom : Rollande Martel
Poste : 221, agente de secrétariat
Organisme : Secrétariat à la politique linguistique
Assignation initiale : Secrétariat à la politique linguistique
Assignation actuelle : Ministère de la Culture et des Communications
Date de l'assignation hors structure : 2015-08-24

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d’opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

- 25- Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016, en précisant pour chaque abonnement :**
- a) coût de chacun;
 - b) le fournisseur;
 - c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégories.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l’année 2015-2016

Aucune dépense de cette nature.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

26- Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2015-2016

Aucune dépense de cette nature.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

27- Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

ooo—000—ooo—000—ooo

Nom du site Web et nom de la firme qui a conçu le site

Le site Web spl.gouv.qc.ca a été conçu par Nurun inc.

Coût de construction du site

En 1999	Développement du site (EPC Services conseils)	4 030 \$
En 2002	Refonte du site pour le rendre conforme au PIV et au cadre de diffusion de l'information gouvernementale sur Internet :	19 950 \$

Coût de l'entretien et de la mise à jour

2007-2008	Moteur de recherche (CSPQ – DGT)	275 \$
	Support et mise à jour (Fusepoint)	690 \$
	Coût d'hébergement (RIQ)	904 \$
2008-2009	Moteur de recherche (CSPQ – DGT)	275 \$
	Support et mise à jour (Fusepoint)	1 230 \$
	Coût d'hébergement (RIQ)	918 \$
	Refonte du site (Nurun inc.)	17 430 \$
2009-2010	Support et mise à jour (DMR)	3 510 \$
	Coût d'hébergement (RIQ)	1 045 \$
	Poursuite de la refonte du site (Nurun inc.)	26 448 \$
	Ligne Internet	459 \$
2010-2011	Support et mise à jour (DMR)	4 290 \$
	Coût d'hébergement (hébergé dorénavant par le MCCCCF)	0 \$
	Ligne Internet	551 \$
2011-2012	Ligne Internet	300 \$
2012-2013	Ligne Internet	0 \$
2013-2014	Coût d'hébergement (RIQ)	4 225 \$
2014-2015	Coût d'hébergement (RIQ) fin : 11 septembre 2014	2 399 \$
	(Début - hébergement par le MCC : 12 septembre 2014)	0 \$

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d’opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

27- Pour chaque site Internet du ministère ou de l’organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l’existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d’hébergement, d’entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

ooo—000—ooo—000—ooo

Coût de l’entretien et de la mise à jour (suite)

2015-2016	Coût d’hébergement (hébergé par le MCC)	0 \$
2016-2017	Coût d’hébergement par le MCC	0 \$

Nombre de visiteurs par jour

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

Nombre de visiteurs par semaine

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

Nombre de visiteurs par mois

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice de l’étude des crédits.

Fréquence moyenne des mises à jour

La mise à jour s’effectue hebdomadairement.

Le responsable du contenu sur le site

C’est le conseiller (édimestre) qui est responsable du site.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

28- Nominations, pour 2015-2016, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) les contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

Veuillez référer à la réponse de la question 7.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

29- Pour 2015-2016, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organisme rencontrés.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2015-2016

Aucune dépense n'a été effectuée pour l'année financière 2015-2016.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d’opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

30- Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2014-2015 et 2015-2016 :

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- c) le nombre total des demandes reçues;
- d) le nombre de refus (en précisant par catégories, les raisons et/ou article de Loi invoqués pour le refus);
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- g) le nombre de demandes ayant été traité hors délai.

ooo—000—ooo—000—ooo

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2015-2016 des ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

- 31- La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2015-2016 :**
- a) le coût (déplacements, etc.);
 - b) le nombre de ressources affectées;
 - c) le nombre de rencontres;
 - d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
 - e) l'objet;
 - f) les dates.

ooo—000—ooo—000—ooo

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

32- Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

- 33- La liste des ententes et leur nature, signées en 2015-2016 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat des Affaires intergouvernementales canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

34 - Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

35- L'inventaire complet des services tarifiés que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2016-2017.

ooo—000—ooo—000—ooo

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée dans le rapport annuel 2015-2016 des ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

36- Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2015-2016 et les prévisions 2016-2017.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

37- Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017 et 2017-2018, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2015-2016

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

38- Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2015-2016

Aucun montant versé pour des primes au rendement et des bonis.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

39- Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2015-2016

Aucun montant versé.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

40- Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2015-2016 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

- 41- Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :**
- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

ooo—000—ooo—000—ooo

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

42- Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels ? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

43- La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.

ooo—000—ooo—000—ooo

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

44- Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

ooo—000—ooo—000—ooo

L'information demandée ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

45- Coûts de reconduction des programmes existantes : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2015-2016 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2016-2017. Pour chacun de ces programmes existants en 2015-2016, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

46- Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

47- Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d’opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

**48- Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2015-2016
et prévisions pour 2016-2017.**

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour
tous les ministères et organismes pour l’année 2015-2016 seulement.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

49- Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2015-2016 et prévision pour 2016-2017.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2015-2016 seulement.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d’opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

50- Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

**51- Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime
pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.**

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

52- Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et à la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes (Fonds vert).

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d’opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

53- Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles) pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d’opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

**54- Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés
par le Fonds du Plan Nord.**

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour
tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

55- Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.

ooo—000—ooo—000—ooo

Les montants initial et final des contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca>.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

- 56- Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 :**
- a) la dépense totale (opération et capital);
 - b) les grands dossiers en cours;
 - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
 - d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

ooo—000—ooo—000—ooo

Aucune dépense de cette nature pour l'année 2015-2016.

Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet - <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca>.)

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

57- Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

- a) la masse salariale;
- b) des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

ooo—000—ooo—000—ooo

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.
- b) Aucune indemnité de retraite.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

58- Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.): le taux d'absentéisme.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

L'information demandée se trouve aux sous-questions c) et f) de la question 15.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

59- Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :

- a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;
- b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
- c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
- d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2016-2017.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d’opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

60- Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2015-2016 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

ooo—000—ooo—000—ooo

L'information sera présentée au rapport annuel 2015-2016 des ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

- 61- Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 et 2015-2016 en indiquant pour chacun :**
- a) le sujet;
 - b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
 - c) les coûts reliés à sa réalisation;
 - d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

L'information demandée ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 01 Secrétariat à la politique linguistique

62- Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2014-2015 et 2015-2016, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :

- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
- b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
- c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2015-2016.

Aucun paiement ou remboursement de cotisations n'a été fait à des associations, ordre ou corporation professionnel.

**OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA
LANGUE FRANÇAISE (OQLF)**

Étude des crédits 2016-2017

OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe de l'opposition officielle

1	Liste des voyages <u>hors Québec</u> pour l'année financière 2015-2016 : <ul style="list-style-type: none">a) les endroits et dates de départ et de retour;b) la copie des programmes et rapports de mission;c) les personnes rencontrées;d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;<ul style="list-style-type: none">- les détails de ces ententes;- les résultats obtenus à ce jour;h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.
2	Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2015-2016 : <ul style="list-style-type: none">a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;b) les coûts ventilés;c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants
3	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : <ul style="list-style-type: none">a) la ventilation des sommes dépensées pour 2015-2016, et les prévisions pour 2016-2017;b) les noms des firmes de publicité retenues;c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;e) le but visé par chaque dépense;f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Étude des crédits 2016-2017

OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe de l'opposition officielle

4	<p>Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :</p> <p><u>Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :</u></p> <ul style="list-style-type: none">a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;b) le but visé par chaque dépense;c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; <p><u>Par un professionnel ou une firme externe :</u></p> <ul style="list-style-type: none">d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût, le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;h) le but visé par chaque dépense;i) le nombre total et la liste d'événements ventilés par type d'événement.
5	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p><u>Organisée par le ministère ou l'organisme :</u></p> <ul style="list-style-type: none">a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;b) le but recherché par chaque dépense;c) le nombre total et liste des formations ventilée par catégorie; <p><u>Organisée par une firme externe :</u></p> <ul style="list-style-type: none">d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;h) le but visé par chaque dépense;i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.
6	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p><u>Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :</u></p> <ul style="list-style-type: none">a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;b) le but visé par chaque dépense;c) la nature de la formation;d) les personnes concernées.

Étude des crédits 2016-2017

OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe de l'opposition officielle

7	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2015-2016, en indiquant, pour chaque contrat :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les noms du professionnel ou de la firme;b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);d) la date d'octroi du contrat;e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;f) l'échéancier;g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. <p>par le ou les cabinets ministériels en 2015-2016, en indiquant:</p> <ul style="list-style-type: none">a) les noms du professionnel ou de la firme;b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);d) la date d'octroi du contrat;e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;f) l'échéancier;g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
8	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la <i>Loi sur les contrats des organismes publics</i>, en indiquant :</p> <p>Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information et sous quel format.</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nombre d'autorisations;b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;d) le montant accordé;e) les motifs de la demande;f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
9	<p>Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la liste des soumissions et le montant de chacune;b) la grille d'évaluation des soumissions;c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Étude des crédits 2016-2017

OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe de l'opposition officielle

10	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
11	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016 : a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.
12	Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

Étude des crédits 2016-2017

OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe de l'opposition officielle

13	<p>Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la photocopie;b) le mobilier de bureau;c) l'ameublement;d) la décoration et l'embellissement;e) le distributeur d'eau de source;f) le remboursement des frais de transport;g) le remboursement des frais d'hébergement;h) le remboursement des frais de repas;i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session dek) type perfectionnement ou ressourcement :<ul style="list-style-type: none">I. au Québec;II. à l'extérieur du Québec.
14	<p>Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;d) les coûts d'acquisition des appareils;e) le coût d'utilisation des appareils;f) le coût des contrats téléphoniques;g) les noms des fournisseurs;h) le nombre de minutes utilisées;i) les ordinateurs portables;j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;k) le coût des frais d'itinérance;l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

Étude des crédits 2016-2017

OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe de l'opposition officielle

15	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leurs valeur estimée, par catégorie d'emploi;e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);<ul style="list-style-type: none">- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;i) le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé ou de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;o) le nombre d'employés permanents et temporaires;p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.
16	<p>Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nombre de départs à la retraite en 2013-2014 et en 2015-2016, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2016-2017 et 2016-2017 et les indemnités de retraite qui seront versées.d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Étude des crédits 2016-2017

OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe de l'opposition officielle

17	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2015-2016 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) le propriétaire de l'espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
18	Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2015-2016, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir : a) la ou les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
19	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2015-2016, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2015-2016; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2015-2016; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : <i>Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre</i> et <i>Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État</i> .
20	Liste des sommes d'argent versées en 2015-2016 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Étude des crédits 2016-2017

OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe de l'opposition officielle

21	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
22	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2016-2017.
23	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2015-2016, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) prévisions pour 2016-2017; c) par catégorie d'âge.
24	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
25	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016, en précisant pour chaque abonnement : a) coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.
26	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Étude des crédits 2016-2017

OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe de l'opposition officielle

27	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.
28	Nominations, pour 2015-2016, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée : a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) les contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.
29	Pour 2015-2016, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.
30	Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2014-2015 et 2015-2016 : a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; c) le nombre total des demandes reçues; d) le nombre de refus (en précisant par catégorie, les raisons et/ou articles de la loi invoqués pour le refus); e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; g) le nombre de demandes ayant été traité hors délai.
31	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2015-2016 : a) le coût (déplacements, etc.); b) le nombre de ressources affectées; c) le nombre de rencontres; d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; e) l'objet; f) les dates.
32	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

Étude des crédits 2016-2017

OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe de l'opposition officielle

33	La liste des ententes et leur nature, signées en 2015-2016 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la <i>Loi sur le ministère du Conseil exécutif</i> ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
34	Le détail des crédits périmés <u>et reportés</u> et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017.
35	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2016-2017.
36	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2015-2016 et les prévisions 2016-2017.
37	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2013-2014 et en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017 et 2016-2017, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
38	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
39	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
40	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2015-2016 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
41	<p>Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :</p> <p>a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;</p> <p>b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.</p>

Étude des crédits 2016-2017

OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe de l'opposition officielle

42	Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.
43	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
44	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
45	Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2015-2016 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2016-2017. Pour chacun de ces programmes existants en 2015-2016, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
46	Liste des situations en 2015-2016 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2015-2016.
47	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
48	Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.
49	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.
50	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.
51	Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.
52	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.
53	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.
54	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

Étude des crédits 2016-2017

OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe de l'opposition officielle

55	<p>Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publics, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.</p> <p>Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.</p> <p>Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nombre d'autorisations;b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;d) le montant accordé;e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;f) les motifs de la demande;g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats <p>Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site Internet ou autre moyen de communication.</p>
56	<p>Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la dépense totale (opération et capital);b) les grands dossiers en cours;c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
57	<p>a. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.</p> <p>b. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.</p>
58	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.</p>

Étude des crédits 2016-2017

OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe de l'opposition officielle

59	<p>Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :</p> <ul style="list-style-type: none">a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels. <p>Fournir les prévisions pour 2016-2017.</p>
60	<p>Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2015-2016 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.</p>
61	<p>Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 et <u>2015-2016</u> en indiquant pour chacun :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le sujet;b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;c) les coûts reliés à sa réalisation;d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. <p>Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.</p>
62	<p>Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2014-2015 et 2015-2016, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:</p> <ul style="list-style-type: none">a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

1 - Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2015-2016 :

ooo—000—ooo—000—ooo

1. Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2015-2016 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

ooo—000—ooo—000—ooo

Voir document ci-joint.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d’opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française
1 - Liste des voyages hors Québec pour l’année financière 2015-2016 :

ooo—000—ooo—000—ooo

NOM / Direction	ENDROIT	DATE	COÛT	OBJET
Robert Vézina, président-directeur général	Canada, Ottawa (Ontario)	Du 14 au 15 juin 2015	0 \$ Le Centre de la francophonie des Amériques a assumé directement les frais de transport et autres frais	Participer à l'Université d'été 2015 sur la francophonie des Amériques du 14 au 15 juin 2015, activité organisée par le Centre de la francophonie des Amériques en collaboration avec l'Université d'Ottawa. M. Vézina a donné une formation intitulée « Quatre décennies de politique linguistique au Québec : esquisse d'un bilan » afin de présenter aux participants et aux participantes cette politique qui a contribué à transformer tout un pan du paysage sociolinguistique québécois.
Jean-Pierre Le Blanc, directeur des communications par intérim et porte-parole	Canada, Toronto (Ontario)	29 septembre 2015	0 \$ Le cabinet d'avocats a assumé directement les frais de transport et autres frais	Procéder à une présentation sur la francisation dans le secteur de l'automobile au cabinet d'avocats Fasken Martineau. M. Le Blanc s'est rendu au bureau torontois de Fasken Martineau pour rencontrer des avocats et avocates ainsi que des responsables de la réglementation gouvernementale spécialisés dans le secteur de l'automobile. Cette présentation visait à sensibiliser les participants à l'importance de respecter la Charte de la langue française en ce qui a trait aux véhicules vendus au Québec.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d’opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française
1 - Liste des voyages hors Québec pour l’année financière 2015-2016 :

ooo—000—ooo—000—ooo

NOM / Direction	ENDROIT	DATE	COÛT	OBJET
Marie-Ève Bisson, agente de recherche et géographe à la CT	Canada, Ottawa (Ontario)	du 28 octobre au 1 ^{er} novembre 2015	715 \$	Participer à la réunion annuelle de la Commission de toponymie du Canada (CTC). La CTC est un organisme fédéral de coordination créé en 1897. La rencontre annuelle est l'occasion d'échanger sur les procédures de traitement géographique utilisées par les différentes autorités, sur l'utilisation de données numérisées, sur les politiques toponymiques, sur la cartographie, sur la terminologie, sur les projets de recherche en cours, etc.
Robert Vézina, président-directeur général	France, Bordeaux	du 10 au 15 novembre 2015	2 035 \$	Participer, les 12, 13 et 14 novembre 2015, à la rencontre annuelle du réseau francophone des organismes de politique et d'aménagement linguistiques (OPALE), dont est membre l'Office québécois de la langue française (OQLF), ainsi qu'à un colloque ayant pour thème <i>Les statuts de la langue française</i> . Ces activités étaient organisées par la Délégation générale à la langue française et aux langues de France (DGLFLF). M. Vézina a aussi prononcé une conférence intitulée : « Le français, langue officielle et langue commune du Québec », et a présidé une séance intitulée « Regards sur des territoires francophones ».

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

1 - Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2015-2016 :

ooo—ooo—ooo—ooo—ooo

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'Office en vertu du Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphe 18**).

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

2 - Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2015-2016 :

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

ooo—000—ooo—000—ooo

Aucun voyage en avion ou en hélicoptère n'a été effectué au Québec en 2015-2016 par le président-directeur général.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'Office en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 17**).

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 Office québécoise de la langue française

- 3 - Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :**
- a) la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2015-2016, et les prévisions pour 2016-2017;
 - b) le nom des firmes de publicité retenues;
 - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
 - e) le but visé par chaque dépense;
 - f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
 - g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

ooo—000—ooo—000—ooo

A. Publicité

Médias	Mandat	Projet	Coût	Parution
Infopresse (placement effectué par le Centre de services partagés du Québec)	Promotion du concours des prix Francopub dans deux infolettres. <i>Contrat négocié.</i>	Francofête 2016	1 800 \$	Janvier et février 2016
Grenier aux nouvelles et Isarta (placement effectué par le Centre de services partagés du Québec)	Promotion du concours des prix Francopub en rotation sur les sites Web de ces médias. <i>Contrat négocié.</i>	Francofête 2016	500 \$	Janvier et février 2016
La Presse (placement effectué par le Centre de services partagés du Québec)	Promotions des concours de la Francofête sur le site lapresse.ca et La Presse +. <i>Contrat négocié.</i>	Francofête 2016	13 124\$	Mars 2016
Quebecor (placement effectué par le Centre de services partagés du Québec)	Promotions des concours de la Francofête à la télévision (Salut, Bonjour!), sur le site canoe.ca et sur les médias sociaux. <i>Contrat négocié.</i>	Francofête 2016	15 921\$	Mars 2016

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 Office québécoise de la langue française

- 3 - Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :**
- a) la ventilation des sommes dépensées pour l'exercice financier 2015-2016, et les prévisions pour 2016-2017;
 - b) le nom des firmes de publicité retenues;
 - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
 - e) le but visé par chaque dépense;
 - f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
 - g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

ooo—000—ooo—000—ooo

Médias	Mandat	Projet	Coût	Parution
Facebook	Promotions des concours de la Francofête.	Francofête 2016	100\$	Mars 2016
Les Affaires (placement effectué par le Centre de services partagés du Québec)	Promotion des lauréats de la Soirée des Mérites et des prix Francopub 2016 dans le site lesaffaires.com et quatre infolettres PME. <i>Contrat négocié.</i>	Francofête 2016	5 991\$	Mars et avril 2016

B. Articles promotionnels

Articles promotionnels	Fournisseurs	Tirage	Coût	Version
Guide de l’affichage odonymique (Commission de toponymie)	Deschamps Impression	3 000	3 534 \$	Juin 2015
Les outils et les services de l’Office québécois de la langue française : faites-en vos favoris!	Centre de services partagés du Québec	1 000	400 \$	Juillet 2015
Dépliant <i>Programme de soutien à la francisation des PME</i>	Imprimerie VDL	3 000	895 \$	Août 2015
Féminisation des appellations de personnes et rédaction épïcène	Centre de services partagés du Québec	300	104 \$	Août 2015

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d’opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 Office québécoise de la langue française

- 3 - Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :**
- a) la ventilation des sommes dépensées pour l’exercice financier 2015-2016, et les prévisions pour 2016-2017;
 - b) le nom des firmes de publicité retenues;
 - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d’octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
 - e) le but visé par chaque dépense;
 - f) dans le cas d’une commandite, la raison et le nom de l’organisme bénéficiaire;
 - g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

ooo—000—ooo—000—ooo

Articles promotionnels	Fournisseurs	Tirage	Coût	Version
Dépliant <i>Le français, un tremplin pour exercer une profession au Québec</i>	Graphiscan	2 000	591 \$	Février 2016

C. Aucune commandite

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l’information se trouve aux engagements financiers qui feront l’objet d’une étude particulière par la Commission de l’administration publique.

L’information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l’Office en vertu du Règlement sur la diffusion d’information et sur la protection des renseignements personnels (**art. 4 paragraphe 18**).

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécoise de la langue française

4 - Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

Données au 29 février 2016

Aucun événement de ce type n'a été organisé.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

5 - La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense ;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

ooo—000—ooo—000—ooo

Données partielles au 29 février 2016

Organisées par le ministère ou l'organisme : aucune

Organisées par une firme externe :

Somme dépensée : 552,00 \$

Nom du fournisseur : Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec

But visé par la dépense : cours dans le cadre du Programme de soutien aux études pour l'obtention d'une attestation d'études collégiales en coordination d'événements et de congrès

Mode d'octroi du contrat : contrat négocié

Somme dépensée : 255,60 \$

Nom du fournisseur : Université de Montréal

But visé par la dépense : cours dans le cadre du Programme de soutien aux études pour l'obtention d'un certificat de rédaction professionnelle

Mode d'octroi du contrat : contrat négocié

Somme dépensée : 400,00 \$

Nom du fournisseur : Versalys

But visé par la dépense : formation pour favoriser le développement de compétences, Photoshop

Mode d'octroi du contrat : contrat négocié

Somme dépensée : 495,00 \$

Nom des fournisseurs et des consultants : Université du Québec à Montréal

But visé par la dépense : formation continue, relations avec les médias (niveau 2)

Mode d'octroi du contrat : contrat négocié

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'Office en vertu du

Étude des crédits 2015-2016

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d’opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

5 - La liste des dépenses en formation de communication :

ooo—000—ooo—000—ooo

Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels (art. 4 paragraphe 17).

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

6 - La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

ooo—000—ooo—000—ooo

Ne s'applique pas.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'Office en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 17**).

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

7- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant :

ooo—000—ooo—000—ooo

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date de l'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

ooo—000—ooo—000—ooo

Données partielles au 29 février 2015

LISTE DES CONTRATS NÉGOCIÉS DE MOINS DE 25 000 \$
POUR 2015-2016
DE L'OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE
ET DE LA COMMISSION DE TOPONYMIE

FOURNISSEUR	MANDAT	COÛT
Association des directeurs municipaux du Québec	Location d'un emplacement au Salon des partenaires 2015 de l'Association des directeurs municipaux du Québec (ADMQ)	2 135 \$
Bureau des intervieweurs professionnels (1988) (BIP)	Sondage auprès de PME dans le cadre de la révision du Programme de soutien à la francisation des PME par les technologies de l'information et des communications (TIC)	3 000 \$
Cartier et Lelarge inc.	Services de traduction de textes divers	4 000 \$
Consultants Longpré & Associés, Les	Assurer le fonctionnement du programme d'aide au personnel de l'Office québécois de la langue française et de la Commission de toponymie	9 000 \$
Express communication marketing inc., L'	Francofête 2016 : production et réalisation d'une présentation animée servant de lien entre les différents segments de la Soirée des Mérites et des prix Francopub	9 620 \$
François Beaugard	Francofête 2016 : ambiance musicale à la Soirée des Mérites et des prix Francopub	1 300 \$
GES Spécialiste mondial de l'événement	Location d'équipement divers pour le Salon des partenaires 2015 de l'ADMQ	695 \$
GES Spécialiste mondial de l'événement	Location d'équipement divers pour le Grand Rendez-vous santé et sécurité du travail	510 \$

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

7- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant :

ooo—000—ooo—000—ooo

FOURNISSEUR	MANDAT	COÛT
Gestar, consultation et formation en gestion des documents administratifs et des archives inc.	Soutien annuel pour le logiciel Documentik 2003	995 \$
Gestion Michel Tremblay inc.	Francofête 2016 : écrire un texte inspiré du mot <i>dépanneur</i> pour le livret des dix mots vedettes des partenaires de la Francophonie (France, Belgique, Suisse, OIF et Québec)	500 \$
Graphiscan Montréal	Francofête 2016 : impression de l'affiche de la Francofête	687 \$
Graphiscan Montréal	Impression du dépliant <i>Le français, un tremplin pour exercer une profession au Québec</i>	591 \$
HPJ Solutions inc.	Forfait d'un an pour l'utilisation d'un logiciel d'envoi d'infolettres incluant 2 500 contacts et permettant des envois illimités	240 \$
Imprimerie VDL	Impression du formulaire d'inscription à l'examen de français pour les ordres professionnels	1 095 \$
Imprimerie VDL	Impression du <i>Rapport annuel de gestion 2014-2015</i> de l'Office québécois de la langue française et de la Commission de toponymie	2 315 \$
Imprimerie VDL	Impression du dépliant <i>Programme de soutien à la francisation des PME par les technologies de l'information et des communications (TIC)</i>	895 \$
Institut de la statistique du Québec	Produire des tableaux statistiques sur les indicateurs linguistiques de la production et de la consommation culturelle ainsi que sur les indicateurs linguistiques des médias	9 814 \$
JB Deschamps	Impression de la brochure <i>Guide de l'affichage odonymique</i>	3 534 \$
JPDL International inc.	Location d'un emplacement pour le Grand Rendez-vous santé et sécurité du travail	1 999 \$
Lamcom Technologies inc.	Impression d'une plaque dans le cadre de l'événement Coup de cœur (Commission de toponymie)	70 \$
Mobidic	Francofête 2016 : création de concepts pour l'affiche de la Francofête	800 \$
Musée des beaux-arts de Montréal	Francofête 2016 : location d'une salle pour la Soirée des Mérites et des prix Francopub	5 000 \$
Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec	Location d'un emplacement pour le congrès 2015 de l'Ordre des traducteurs, terminologues et interprètes agréés du Québec (OTTIAQ)	1 100 \$
Prétexte communication graphique inc.	Travaux de graphisme pour la conception et la réalisation du <i>Rapport annuel de gestion 2014-2015</i> de l'Office québécois de la langue française et de la Commission de toponymie	2 480 \$

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

7- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant :

ooo—000—ooo—000—ooo

FOURNISSEUR	MANDAT	COÛT
Productions Punch inc.	Francofête 2016 : prise de vue durant la Soirée des Mérites et des prix Francopub	575 \$
Robert Alexis Traiteur	Francofête 2016 : service de traiteur pour la Soirée des Mérites et des prix Francopub (inclut le repas, le service et la livraison)	8 440 \$
R2M Imagem	Francofête 2016 : production et livraison de 35 trophées pour les lauréats des Mérites et des prix Francopub	6 500 \$
Services d'événements spéciaux, Les	Francofête 2016 : location d'équipement technique pour la Soirée des Mérites et des prix Francopub	2 955 \$
Société du Palais des congrès	Location d'équipement divers pour le Grand Rendez-vous santé et sécurité du travail	319 \$
Société du Palais des congrès	Location d'équipement divers pour le congrès 2015 de l'OTTIAQ	500 \$
7081936 Canada inc.	Hébergement, pendant un an, d'un serveur pour le système de gestion du module de la petite entreprise et sauvegardes de sécurité	4 911 \$
Beauchemin, Jean-François	Francofête 2016 : écrire un texte inspiré du mot <i>poudrerie</i> pour le livret des dix mots vedettes des partenaires de la Francophonie (France, Belgique, Suisse, OIF et Québec)	500 \$
Fortin, Simon	Contrat ouvert de design graphique professionnel	24 000 \$
Therrien, Pierre	Francofête 2016 : animation de la Soirée des Mérites et des prix Francopub	3 000 \$

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers, qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

8 - Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

ooo—000—ooo—000—ooo

Aucun contrat n'a fait l'objet d'une autorisation comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

9 - Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

ooo—000—ooo—000—ooo

En 2015-2016, il y a eu un appel d'offres public lequel était fondé uniquement sur le prix.

Sondage sur l'usage des langues dans l'espace public au Québec

Soumissionnaire	Prix
Bureau des intervieweurs professionnels (B.I.P.) (1988) inc.	65 000 \$
Advanis Jolicoeur	120 700 \$
Stratégie Organisation et Méthode SOM inc.	121 450 \$
Marketing Léger inc.	137 000 \$
Écho sondage inc.	166 000 \$

✓

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : www.seao.ca.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

10 - Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2015-2016 en indiquant pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

ooo—000—ooo—000—ooo

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

11 - Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016 :

- a) liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement ;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale) ;
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date du début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

ooo—000—ooo—000—ooo

Les informations relatives aux contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : www.seao.ca.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

12 - Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère :
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

ooo—000—ooo—000—ooo

L'Office québécois de la langue française n'a pas eu de projet de développement de plus de 100 000 \$ initié pour l'exercice 2015-2016.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

- 13 - Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :**
- a) la photocopie;
 - b) le mobilier de bureau;
 - c) l'ameublement;
 - d) la décoration et l'embellissement;
 - e) le distributeur d'eau de source;
 - f) le remboursement des frais de transport;
 - g) le remboursement des frais d'hébergement;
 - h) le remboursement des frais de repas;
 - i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
 - j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

ooo—000—ooo—000—ooo

Données au 29 février 2016

Objet de la dépense	Coût
• la photocopie ¹	19 529 \$
• le mobilier de bureau	450 \$
• l'ameublement	685 \$
• la décoration et l'embellissement	0 \$
• le distributeur d'eau de source	0 \$
• le remboursement des frais de transport	50 046 \$
• le remboursement des frais d'hébergement	7 582 \$
• le remboursement des frais de repas	8 589 \$
• le remboursement des frais d'alcool et de fêtes	0 \$
• l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :	
➤ au Québec	13 161 \$
➤ à l'extérieur du Québec	0 \$

¹ Location, coût des copies, reprographie gouvernementale.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d’opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

- 14 - Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l’autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :**
- a) le nombre de téléphones cellulaires, « Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
 - b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
 - c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
 - d) les coûts d’acquisition des appareils;
 - e) le coût d’utilisation des appareils;
 - f) le coût des contrats téléphoniques;
 - g) les noms des fournisseurs;
 - h) le nombre de minutes utilisées;
 - i) les ordinateurs portables;
 - j) le nombre d’ordinateurs portables utilisés;
 - k) le coût des frais d’itinérance;
 - l) les coûts de résiliation, s’il y a lieu.

ooo—000—ooo—000—ooo

Données au 29 février 2016

Renseignements relatifs à la téléphonie cellulaire et autres types

➤ nombre d'appareils :	40
➤ coût d'acquisition :	0 \$
➤ coût d'utilisation :	9 610 \$
➤ coût des contrats :	0 \$
➤ nom du fournisseur :	Rogers
➤ nombre de minutes :	42 387
➤ frais d'itinérance :	1 \$
➤ coût de résiliation :	0 \$

Renseignements relatifs aux tablettes électroniques et aux ordinateurs portables

➤ nombre de tablettes électroniques : (dont 8 tablettes ne sont pas attribuées ni utilisées)	21
➤ coût d'acquisition :	0 \$
➤ nombre de portables : (dont 1 appareil défectueux à remettre au surplus gouvernemental)	41

L’information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l’Office en vertu du *Règlement sur la diffusion d’information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17).

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

15- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

ooo—000—ooo—000—ooo

- A. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus**
- B. Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins**

PERSONNEL MASCULIN ET FÉMININ		Homme	Femme
Catégorie d'emploi	Tranche d'âge		
Hors cadre	+ 35	1	0
Cadre	- de 35	0	0
	+ 35	4	11
Professionnel	- de 35	13	26
	+ 35	45	75
Fonctionnaire	- de 35	0	4
	+ 35	12	44

PERSONNE HANDICAPÉE		Nombre
Catégorie d'emploi	Tranche d'âge	
Professionnel	+ 35	1
Fonctionnaire	+ 35	2

ANGLOPHONE		Nombre
Catégorie d'emploi	Tranche d'âge	
Professionnel	+ de 35	1

AUTOCHTONE		Nombre
Catégorie d'emploi	Tranche d'âge	
Professionnel	+ 35	2
Fonctionnaire	+ 35	1

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d’opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

15- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l’éducation) :

ooo—000—ooo—000—ooo

COMMUNAUTÉS CULTURELLES		Nombre
Catégorie d’emploi	Tranche d’âge	
Professionnel	- de 35	10
	+ 35	17
Fonctionnaire	- de 35	0
	+ 35	8
Cadre	- de 35	0
	+ 35	2

C. Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel

PERSONNEL RÉGULIER ET OCCASIONNEL	Jours de maladie (code 120)
Hors cadres	0,0
Cadres	56,5
Professionnels	1 316,0
Fonctionnaires	561,0
TOTAL	1 933,5

D. Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d’emploi

Personnel régulier et occasionnel	moins de 10 jours	de 10 à 50 jours	de 50 à 100 jours	100 jours et plus
Hors cadres	1	1	0	0
Cadres	1	4	6	3
Professionnels	55	64	20	20
Fonctionnaires	24	22	9	5
TOTAL	81	91	35	28

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d’opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

15- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l’éducation) :

ooo—000—ooo—000—ooo

E. Le nombre d’heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.)

PERSONNEL RÉGULIER ET OCCASIONNEL	Heures supplémentaires hr,mn	Heures payées hr,mn	heures compensées hr,mn
Hors cadres	0	0	0
Cadres	0	0	0
Professionnels	576	230,25	346,01
Fonctionnaires	184	50,16	134,1
TOTAL	760,5	280	480,1

F. Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel

2015-2016												
PERSONNEL RÉGULIER	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Janvier	Février	Mars
Cadres et hors cadres	12	21,5	50,5	81	128	51,5	7	1	26	9,5	12,5	18,5
Professionnels	148,5	149,5	407,5	645	758,5	259,5	138,5	130	377	137	108,5	152
Fonctionnaires	56	32,5	149	274,5	359,5	65	61	25	119	43	48,5	32,5
TOTAL	216,5	203,5	607	1000,5	1246	376	206,5	156	522	189,5	169,5	203

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d’opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

15- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l’éducation) :

ooo—000—ooo—000—ooo

G. Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d’emploi

Personnel régulier et occasionnel	moins de 10 jours	de 10 à 50 jours	de 50 à 100 jours	100 jours et plus
Hors cadres	2	0	0	0
Cadres	6	7	1	0
Professionnels	86	35	3	0
Fonctionnaires	35	12	0	0
TOTAL	129	54	4	0

H. Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique

Cette question semble non pertinente à l’étude des crédits.

I. Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d’un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d’un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l’éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers

En ce qui a trait à l’information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d’emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d’un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l’article 54 de la Loi sur l’accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels. Le paragraphe 1^o de l’article 53 ainsi que le premier alinéa de l’article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l’amalgame des renseignements recherchés n’a pas un caractère public conformément à l’article 57 de la Loi sur l’accès.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d’opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

15- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l’éducation) :

ooo—000—ooo—000—ooo

J. L’évolution des effectifs réguliers par catégorie d’emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

<i>NOMBRE DE POSTES PAR CATÉGORIE D’EMPLOI ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL</i>				
	HC	C	P	F
Montréal	1	10	94	40
Québec	0	5	49	17
Gatineau	0	0	2	0
Rimouski	0	0	1	0
Rouyn-Noranda	0	0	0	0
Saguenay	0	0	2	1
Sherbrooke	0	0	2	1
Trois-Rivières	0	0	2	0

K. L’évolution du nombre d’employés bénéficiant d’un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir

<i>NOMBRE D’EMPLOYÉS BÉNÉFICIAINT D’UN TRAITEMENT ADDITIONNEL EN RAISON DE LA COMPLEXITÉ DE LA TÂCHE À ACCOMPLIR</i>	
	2015-2016
Professionnel	28
Fonctionnaire	0

L. Le nombre d’employés bénéficiant d’un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu’ils ont accomplie

<i>NOMBRE D’EMPLOYÉS BÉNÉFICIAINT D’UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA TÂCHE QU’ILS ONT ACCOMPLIE</i>	
	2015-2016
Professionnel	3
Fonctionnaire	1

M. Le nombre de postes par catégorie d’emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions)

<i>EFFECTIF RÉGULIER PAR CATÉGORIE D’EMPLOI</i>	
	2015-2016
Hors cadre	1
Cadre	15

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécois de la langue française

15- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

ooo—000—ooo—000—ooo

Professionnel	152
Fonctionnaire	59

N. Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

O. Le nombre d'employés permanents et temporaires

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

P. Le nombre de départs volontaires, ventilés par raisons du départ

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécoise de la langue française

16 - Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction :

- a) Le nombre de départs à la retraite en 2014-2015 et en 2015-2016, incluant le total et la ventilation des indemnités versées;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2016-2017 et 2017-2018 et les indemnités de retraite qui seront versées;
- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

ooo—000—ooo—000—ooo

Données partielles au 29 février 2016

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.
- b) Le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines :
 - Aucun remplacement.
- c) Nombre de départs à la retraite prévus pour 2016-2017 et 2017-2018 :
 - Douze employés ont signé une entente de retraite prévoyant un départ en 2016-2017. Par ailleurs, 33 employés sont admissibles sans réduction et pourraient prendre une retraite effective au cours de cette période. Aucune indemnité de retraite ne sera versée.
- d) aucun

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d’opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

17 - Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2015-2016 en indiquant pour chacun d’eux :

- a) l’emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût de ladite location;
- g) les coûts d’aménagement ou de rénovation réalisés depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l’espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

000—000—000—000—000

EMPLACEMENT				
CHICOUTIMI 1299, rue des Champs-Élysées				
PROPRIÉTAIRE	SUPERFICIE (M²)	COÛT TOTAL	COÛT D'AMÉNAGEMENTS RÉALISÉS EN 2014-2015	DURÉE
CIDIC Itée	65,90	9 349 \$ ¹ 10 199 \$/an	Aucun	10 ans

EMPLACEMENT				
MONTRÉAL 125, rue Sherbrooke Ouest				
PROPRIÉTAIRE	SUPERFICIE (M²)	COÛT TOTAL	COÛT D'AMÉNAGEMENTS RÉALISÉS EN 2014-2015	DURÉE
S.Q.I.	5 296,77	1 469 289\$ ¹ 1 602 861 \$/an	Aucun	1 an

EMPLACEMENT				
MONTRÉAL 500, Place D’Armes				
PROPRIÉTAIRE	SUPERFICIE (M²)	COÛT TOTAL	COÛT D'AMÉNAGEMENTS RÉALISÉS EN 2014-2015	DURÉE
ALFID services immobiliers Itée	525,09	217 294 \$ ¹ 237 048 \$/an	Aucun	5 ans

EMPLACEMENT				
QUÉBEC 750, boulevard Charest Est				
PROPRIÉTAIRE	SUPERFICIE (M²)	COÛT TOTAL	COÛT D'AMÉNAGEMENTS RÉALISÉS EN 2014-2015	DURÉE
Investissements immobiliers KEVLAR (Québec)	2 609,10	525 269 \$ ¹ 573 021 \$/an	Aucun	10 ans

TOTAL versé à la S.Q.I. 2 221 201 \$

¹ Dépense partielle au 29 février 2016
2016-04-06

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française
17 - Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2015-2016 en indiquant pour chacun d'eux :

Entente avec le MCC pour le partage d'espaces locatifs pour certains de leurs bureaux régionaux				
GATINEAU 170, rue de l'Hôtel-de-Ville				
Entente de location avec	SUPERFICIE (M²)	COÛT TOTAL	COÛT D'AMÉNAGEMENTS RÉALISÉS EN 2014-2015	DURÉE
MCC	70,28	12 730 \$¹ 16 974 \$/an	Aucun	1 an
TROIS-RIVIÈRES 100, rue Laviolette				
Entente de location avec	SUPERFICIE (M²)	COÛT TOTAL	COÛT D'AMÉNAGEMENTS RÉALISÉS EN 2014-2015	DURÉE
MCC	131,81	12 952 \$¹ 17 269 \$/an	Aucun	1 an
ROUYN-NORANDA 145, avenue Québec				
Entente de location avec	SUPERFICIE (M²)	COÛT TOTAL	COÛT D'AMÉNAGEMENTS RÉALISÉS EN 2014-2015	DURÉE
MCC	54,08	8 696 \$¹ 11 595 \$/an	Aucun	1 an
RIMOUSKI 337, rue Moreault				
Entente de location avec	SUPERFICIE (M²)	COÛT TOTAL	COÛT D'AMÉNAGEMENTS RÉALISÉS EN 2014-2015	DURÉE
MCC	58,52	6 286 \$¹ 8 381 \$/an	Aucun	1 an
SHERBROOKE 225, rue Frontenac				
Entente de location avec	SUPERFICIE (M²)	COÛT TOTAL	COÛT D'AMÉNAGEMENTS RÉALISÉS EN 2014-2015	DURÉE
MCC	68,66	11 698 \$¹ 15 598 \$/an	Aucun	1 an

TOTAL versé au MCC 52 362 \$

Entente avec le SPL pour le partage d'espaces locatifs des bureaux de Québec				
QUÉBEC 750, boulevard Charest Est				
Entente de location avec	SUPERFICIE (M²)	COÛT TOTAL	COÛT D'AMÉNAGEMENTS RÉALISÉS EN 2014-2015	DURÉE
SPL	150,77	28 556 \$¹ 38 075 \$/an	Aucun	5 ans

TOTAL remboursé par le SPL (28 556 \$)

TOTAL versé pour les loyers au 29 février 2016	2 245 007 \$
---	--------------

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

17 - Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2015-2016 en indiquant pour chacun d'eux :

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base annuelle sur le site Internet de l'Office en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (**art. 4 paragraphe 27**).

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

- 18 - Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2015-2016, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :**
- a) La ou les dates des travaux;
 - b) Les coûts;
 - c) Le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

ooo—000—ooo—000—ooo

Aucun coût

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

19 - La liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2015-2016, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2015-2016;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

ooo—000—ooo—000—ooo

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

- 20- Liste des sommes d'argent versées en 2015-2016 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :**
- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne ;
 - b) la circonscription électorale;
 - c) le montant attribué;
 - d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

ooo—000—ooo—000—ooo

Données au 29 février 2016

NOM DU BÉNÉFICIAIRE	ÉVÉNEMENT	MONTANT PAYÉ
CÉGEP André-Laurendeau	Dans le cadre de la Francofête, soutien au 26 ^e marathon d'écriture intercollégial	1 000 \$
Alliance éventuelle	Dans le cadre de la Francofête, soutien au concours de français <i>Conjuguons lire et écrire 2016</i>	1 200 \$
Centre collégial de développement du matériel didactique	Dans le cadre de la Francofête, soutien pour la tenue du Francojeu	500 \$
Université McGill	Soutien financier dans le cadre du colloque Traductologie et géopolitique	100 \$

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'Office en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17).

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

21 - Liste du personnel hors structure, par catégories d'emploi, (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale et l'assignation actuelle;
- e) la date de l'assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

ooo—000—ooo—000—ooo

L'OQLF ne compte aucun employé hors structure qu'il rémunère, mais qui n'y occupe aucun poste.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

22 - Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2016-2017.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

23 - Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2015-2016, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) prévisions pour 2016-2017;
- c) catégorie d'âge.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

24 - Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

Nom : Sonia Pratte

Poste : 115, avocate

Organisme : Office québécois de la langue française

Assignation initiale : Office québécois de la langue française

Assignation actuelle : Secrétariat à la politique linguistique

Date de l'assignation hors structure : 2011-10-17

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

25 - Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016, en précisant pour chaque abonnement :

- a) coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégorie

ooo—000—ooo—000—ooo

Aucun montant n'a été déboursé, en 2015-2016, pour des abonnements à des clubs privés ou autres ou pour des abonnements temporaires et des loges.

Abonnement à des journaux, revues mensuelles, publications papier et électroniques, etc.	Coût
01net	122 \$
Accès à l'information	347 \$
Actualité, L'	39 \$
Affaires, Les	60 \$
Banque des mots, La	75 \$
Bon usage Web, Le	84 \$
Cahiers de géographie du Québec	109 \$
Cahiers des dix, Les	35 \$
Cap-aux-Diamants	39 \$
Charte canadienne des droits et libertés	176 \$
Continuité	36 \$
Devoir, Le	260 \$
Effectif	36 \$
Français moderne, Le	82 \$
Grand Robert édition numérique, Le	67 \$
Histoire Québec	50 \$
Industrie et technologies	301\$
Information grammaticale, L'	77 \$
IT Pro Magazine	164 \$
Linguistique, La	110 \$
Magazine Gaspésie	24 \$
Médecin du Québec, Le	150 \$
Meta	150 \$
Neologica	70 \$
Normes et ouvrages routiers	103 \$
Nouvelle revue d'onomastique	193 \$

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

25 - Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016, en précisant pour chaque abonnement :

- a) coût de chacun;
- b) le fournisseur;
- c) la nature du service;

Ventiler le montant total par catégorie

ooo—000—ooo—000—ooo

Abonnement à des journaux, revues mensuelles, publications papier et électroniques, etc.	Coût
Nouvelliste, Le	236 \$
Onomastica canadiana	75 \$
Petit Robert en ligne, Le	721 \$
Pour la science	168 \$
Protégez-vous	48 \$
Québec science	35 \$
Quotidien, Le	455 \$
Recherche, La	170 \$
Recherches amérindiennes au Québec	120 \$
Science & vie	101 \$
Sciences et avenir	94 \$
Tribune, La	120 \$
Usito	1 553 \$
Vélo mag	31 \$

Sites spécialisés de recherche sur Internet	Coût
Eureka	2 061 \$
Repère - Services documentaires multimédia	515 \$

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

26 - Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

ooo—000—ooo—000—ooo

Aucun montant n'a été déboursé, en 2015-2016, pour des abonnements à des clubs privés ou autres ou pour des billets temporaires et des loges.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécoise de la langue française

27 - Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

ooo—000—ooo—000—ooo

Les données fournies dans ce document concernent la période qui s'étend du 1^{er} avril 2015 au 29 février 2016.

OFFICE QUÉBÉCOIS DE LA LANGUE FRANÇAISE

a) Le nom du site Web

www.oqlf.gouv.qc.ca

b) Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site

La version actuelle du site Web de l'Office québécois de la langue française, a été entièrement réalisée à l'interne par l'équipe Web.

c) Les coûts de construction du site

Pour l'année 2015-2016, le site n'a engendré aucun coût de construction.

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour

En 2015-2016, les coûts de l'entretien et de la mise à jour se résument au salaire des trois employés de la Direction des communications (DCOM) qui entretiennent le site en alternance : la chargée de projets Web, qui est aussi responsable d'autres sites de l'organisme, le webmestre et une technicienne en information qui relève de la Direction générale des services linguistiques (DGSL).

e) Les coûts de modernisation ou de refonte

Aucune refonte n'a été entreprise.

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site

La sous-question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

g) La fréquence moyenne de mise à jour

Les mises à jour se font selon les besoins exprimés par les directions. Généralement, la page d'accueil du site est modifiée une fois par semaine.

h) Le responsable du contenu sur le site

La mise à jour du contenu du site relève de la DCOM. Les différentes directions envoient leur contenu à la chargée de projets Web pour qu'il soit publié dans le site.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécoise de la langue française

27 - Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

ooo—000—ooo—000—ooo

GRAND DICTIONNAIRE TERMINOLOGIQUE

a) Le nom du site Web

Le GDT a son propre nom de domaine, même s'il est aussi accessible à partir du site de l'Office, gdt.oqlf.gouv.qc.ca.

b) Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site

La version actuelle du GDT a été entièrement réalisée à l'interne.

c) Les coûts de construction du site

Pour l'année 2015-2016, le site n'a engendré aucun coût de construction.

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour

L'entretien du GDT relève de la Direction des technologies de l'information (DTI). L'équipe Web de la DCOM participe aussi à l'entretien et à la mise en ligne du contenu. Les coûts liés à l'entretien découlent uniquement de la rémunération du personnel.

e) Les coûts de modernisation ou de refonte

Aucune refonte n'a été entreprise.

f) La fréquence journalière, hebdomadaire ou mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site

La sous-question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

g) La fréquence moyenne de mise à jour

Le GDT est mis à jour de façon continue.

h) Le responsable du contenu sur le site

La production du contenu du GDT relève essentiellement du personnel de la DGSL.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécoise de la langue française

27 - Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

ooo—000—ooo—000—ooo

BANQUE DE DÉPANNAGE LINGUISTIQUE

a) Le nom du site Web

www.oqlf.gouv.qc.ca/ressources/bdl.html

b) Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site

La BDL a été conçue à l'interne par la Direction générale des services linguistiques (DGSL), la DTI et l'équipe Web de la DCOM.

c) Les coûts de construction du site

Pour l'année 2015-2016, le site de la BDL n'a engendré aucun coût de construction.

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour

L'entretien de la BDL relève de la Direction des technologies de l'information (DTI). L'équipe Web de la DCOM participe aussi à l'entretien et à la mise en ligne du contenu. Les coûts liés à l'entretien découlent uniquement de la rémunération du personnel.

e) Les coûts de modernisation ou de refonte

Aucune refonte n'a été entreprise.

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site

La sous-question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

g) La fréquence moyenne de mise à jour

La mise à jour de la BDL est trimestrielle et relève de la DGSL pour le contenu et de la DTI pour la mise en ligne.

h) Le responsable du contenu sur le site

L'équipe des terminologues et des linguistes de la DGSL est responsable de la création du contenu de la BDL.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécoise de la langue française

27 - Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

ooo—000—ooo—000—ooo

LA FRANCOFÊTE

a) Le nom du site Web

www.francofete.qc.ca

b) Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site

La conception et le développement du site sont assurés par deux membres de la DCOM et une membre de la DGSL, soit une chargée de projets Web, un webmestre et une technicienne en information.

c) Les coûts de construction du site

Pour l'année 2015-2016, le site n'a engendré aucun coût de construction.

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour

L'entretien et la mise à jour du site relèvent de la DCOM participe aussi à l'entretien et à la mise en ligne du contenu. Les coûts liés à l'entretien découlent uniquement de la rémunération du personnel.

e) Les coûts de modernisation ou de refonte

Depuis 2003, la refonte annuelle du site de la Francofête est réalisée à l'interne par l'équipe Web.

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site

La sous-question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

g) La fréquence moyenne de mise à jour

La mise à jour du site de la Francofête se fait tout au long de la période de pointe du mois de mars. Cependant, du mois de novembre au mois de février, le site est utilisé pour les appels de candidatures des concours des Mérites du français, des prix Francopub et du prix Camille-Laurin. Ainsi, le contenu du site est modifié et des formulaires électroniques d'appels de candidatures sont mis en ligne.

h) Le responsable du contenu sur le site

La gestion du contenu du site relève de l'équipe de la DCOM, responsable de l'organisation de la Francofête.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécoise de la langue française

27 - Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

ooo—000—ooo—000—ooo

SITE WEB FRANÇAISAUTRAVAIL.ORG

Françaisautravail.org est le site Web promotionnel qui accompagne le document intitulé *Bonnes pratiques linguistiques dans les entreprises*, créé dans le cadre d'un projet de coopération internationale mené par la France et le Québec. Fruit d'une collaboration entre le personnel de l'Office et celui de la Délégation générale à la langue française et aux langues de France (DGLFLF), le site Web a été mis en ligne au mois d'octobre 2013.

a) Le nom du site Web

www.francaisautravail.org

b) Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site

Le graphisme, l'élaboration du contenu et la gestion du projet ont été faits à l'interne. L'intégration de la maquette et du contenu a été confiée à l'entreprise Rouge6.

c) Les coûts de construction du site

Pour l'année 2015-2016, le site n'a engendré aucun coût de construction.

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour

La mise à jour et l'intégration du contenu sont assurées par le personnel de l'Office et de la DGLFLF. Les coûts liés à l'entretien découlent uniquement de la rémunération du personnel. Quant à l'hébergement, les frais annuels facturés à l'Office par le Centre de services partagés (CSPQ) sont de 1 200 \$ pour l'année.

e) Les coûts de modernisation ou de refonte

Aucune refonte n'a été entreprise.

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site

La sous-question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

g) La fréquence moyenne de mise à jour

Les mises à jour se font selon les besoins exprimés.

h) Le responsable du contenu sur le site

L'Office et la DGLFLF sont coresponsables du contenu du site.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécoise de la langue française

27 - Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

ooo—000—ooo—000—ooo

LE SITE WEB DE LA COMMISSION DE TOPONYMIE

a) Le nom du site Web

www.toponymie.gouv.qc.ca

b) Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site

Le site de la Commission a été finalisé en 2009 par le fournisseur Ixmedia inc et concerne la réalisation des maquettes schématiques et graphiques et de gabarits de pages HTML.

c) Les coûts de construction du site

En 2015-2016, le site de la Commission n'a engendré aucun coût de construction.

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour

L'entretien et la mise à jour du site de la Commission sont effectués par le personnel de la Direction de la toponymie et de la DCOM.

e) Les coûts de modernisation ou de refonte

Le site n'a subi aucune refonte graphique ou technique au cours de la dernière année; toutefois, 30 % du contenu a été revu.

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site

La sous-question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

g) La fréquence moyenne de mise à jour

Les mises à jour se font selon les besoins exprimés. Généralement, la page d'accueil du site est modifiée mensuellement.

h) Le responsable du contenu sur le site

Le contenu du site est fourni par le personnel de la Direction de la toponymie qui en assume la responsabilité. Un édimestre, membre du personnel, transmet les textes et les éléments de contenu à mettre en ligne à l'équipe Web de la DCOM.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécoise de la langue française

27 - Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

ooo—000—ooo—000—ooo

LE SITE WEB DE LA DIVISION FRANCOPHONE DU GROUPE D'EXPERTS DES NATIONS UNIES POUR LES NOMS GÉOGRAPHIQUES (GENUNG)

a) Le nom du site Web

www.toponymiefrancophone.org/divfranco/

b) Le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site

Ce site, conçu par le personnel au service de la Commission et de l'Office, a été mis en ligne en juin 2002, puis refondu en 2009 dans sa version actuelle. Il est hébergé sur le même serveur que celui du site Web de la Commission.

c) Les coûts de construction du site

En 2015-2016, le site n'a engendré aucun coût de construction.

d) Les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour

L'entretien et la mise à jour du site sont effectués par une professionnelle de la Direction de la toponymie.

e) Les coûts de modernisation ou de refonte

En 2015-2016, le site n'a pas subi de refonte.

f) La fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site

La sous-question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

g) La fréquence moyenne de mise à jour

Le site est mis à jour de façon ponctuelle, au besoin.

h) Le responsable du contenu sur le site

Le contenu du site est fourni par le Secrétariat de la Division francophone du GENUNG, dont la Commission fait partie. L'information provient de la Division francophone ou des sites Web du GENUNG et de l'Organisation internationale de la Francophonie.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

28 - Nominations, pour 2015-2016 de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

ooo—000—ooo—000—ooo

Il n'y a eu aucune nomination depuis le 1^{er} avril 2015.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

29 - Pour 2015-2016, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

ooo—000—ooo—000—ooo

Aucune dépense n'a été effectuée en 2015-2016.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

30 - Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2014-2015 et 2015-2016 :

- a) les coûts reliés au traitement et réponses des demandes d'accès;
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- c) le nombre total de demandes reçues;
- d) le nombre de refus (en précisant par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

ooo—000—ooo—000—ooo

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée dans le rapport annuel 2015-2016 des ministères et organismes gouvernementaux.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécoise de la langue française

31 - La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2015-2016 :

- a) le coût (déplacements, etc.);
- b) le nombre de ressources affectées;
- c) le nombre de rencontres;
- d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- e) l'objet;
- f) les dates.

ooo—000—ooo—000—ooo

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 02 Office québécoise de la langue française

32 - Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

33 - La liste des ententes et leur nature, signées en 2015-2016 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

34 - Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

35 - L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2016-2017.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée dans le rapport annuel 2015-2016 des ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

36 - Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2015-2016 et les prévisions 2016-2017.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

37 - Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 et 2017-2018, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

ooo—000—ooo—000—ooo

L'OQLF ne dispose d'aucun budget de dépenses découlant de transferts obtenus du gouvernement fédéral.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d’opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

38- Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d’État, établissements, bureaux, organismes de l’État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l’année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

ooo—000—ooo—000—ooo

Le montant total des primes au rendement et des bonis s’élève à 30 666 \$.

Nombre de bonis attribués pour rendement exceptionnel ⁽¹⁾		
ANNÉE	Nombre de bonis	Montant global
2015-2016	13	29 199 \$

Nombre de bonis attribués à des cadres ⁽²⁾		
ANNÉE	Nombre de bonis	Montant global
2015-2016	0	0 \$

Nombre de bonis attribués à des CGRH		
ANNÉE	Nombre de bonis	Montant global
2015-2016	1	1 467 \$

Nombre de bonis attribués à des titulaires d’emploi supérieur		
ANNÉE	Nombre de bonis	Montant global
2015-2016	0	0 \$

¹. Le boni pour rendement exceptionnel est exclusif au personnel professionnel autre que CGRH et au personnel de bureau et technicien assimilé non syndiqué.
². La loi de la fonction publique mentionne que pour l’année 2015-2016, il n’y a pas de bonis attribués aux cadres.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

39 - Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ incluant des montants versés pour bris de contrat.

ooo—000—ooo—000—ooo

L'OQLF n'a versé aucune indemnité de départ, y compris des montants versés pour bris de contrats.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

40 - Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2015-2016 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

- 41- Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâches ne leur soit assignée? Pour chaque personne :**
- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant dépensé par le ministère et l'organisme.

ooo—000—ooo—000—ooo

Aucun cadre, dirigeant ou sous-ministre ne reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

42 - Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés;

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

**43 - La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil
exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés
à ces personnes.**

ooo—000—ooo—000—ooo

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

44 - Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

ooo—000—ooo—000—ooo

Cette question ne semble pas pertinente pour l'exercice de l'étude des crédits.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 02 Office québécoise de la langue française

45 - Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2015-2016 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2016-2017. Pour chacun de ces programmes existants en 2015-2016, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

46 - Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

47 - Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

**48 - Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2015-2016
et prévisions pour 2016-2017.**

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour
tous les ministères et organismes, pour l'année 2015-2016 seulement.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

49 - Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2015-2016 seulement.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d’opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

50 - Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d’opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

**51 - Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime
pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.**

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil exécutif (Secrétariat à
l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

52 - Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et à la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes (Fonds vert)

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d’opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

53- Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le Fonds des ressources naturelles.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l'Énergie et des Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles) pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

**54- Liste des aides financières accordés en vertu de programme financés par le
Fonds du Plan Nord.**

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour
tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

55 - Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publiques, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat ;
- d) le montant accordé ;
- e) le nom de la personne ayant autorisé les dépense supplémentaire ;
- f) les motifs de la demande ;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

ooo—000—ooo—000—ooo

Ces informations sont disponibles dans le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : www.seao.ca

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

- 56 - Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017, indiquer :**
- a) la dépense totale (opération et capital);
 - b) les grands dossiers en cours;
 - c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
 - d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

ooo—000—ooo—000—ooo

La dépense inscrite dans la planification annuelle en ressources informationnelles (PARI) de l'Office québécois de la langue française pour 2015-2016 est de 2 170 500 \$.

Les informations sur les grands dossiers en cours sont disponibles dans le tableau de bord (site Web : www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca).

Les informations concernant le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques se trouvent à la question 11.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

57 - Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes d'État, comités, conseils, etc.) fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

- a) la masse salariale;
- b) les indemnités de retraite, s'il y a lieu.

ooo—000—ooo—000—ooo

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.
- b) Il n'y a eu aucune indemnité de retraite.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

58 - Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes d'État, comités, conseils, etc.) fournir pour 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) :

- Taux d'absentéisme.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question se trouve aux sous-questions c) et f) de la question 15.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

59 - Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :

- a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;
- b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
- c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
- d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions 2016-2017.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

60 - Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2015-2016 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

L'information sera présentée dans le rapport annuel 2015-2016 des ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

- 61- Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 et 2015-2016 en indiquant pour chacun :
- a) le sujet;
 - b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
 - c) les coûts reliés à sa réalisation;
 - d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

ooo—000—ooo—000—ooo

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 02 Office québécois de la langue française

- 62 - Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membre du conseil des ministres, pour les années 2014-2015 et 2015-2016, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilés par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :**
- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
 - b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
 - c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

ooo—000—ooo—000—ooo

Un montant de 9 301,46 \$ a été payé au Barreau du Québec pour les cotisations professionnelles 2015-2016 des avocats.

**CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA
LANGUE FRANÇAISE (CSLF)**

Étude des crédits 2016-2017

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe de l'opposition officielle

1	Liste des voyages <u>hors Québec</u> pour l'année financière 2015-2016 : <ul style="list-style-type: none">a) les endroits et dates de départ et de retour;b) la copie des programmes et rapports de mission;c) les personnes rencontrées;d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);e) les noms des ministres, députés, du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;<ul style="list-style-type: none">- les détails de ces ententes;- les résultats obtenus à ce jour;h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé.i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.
2	Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2015-2016 : <ul style="list-style-type: none">a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;b) les coûts ventilés;c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants
3	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant : <ul style="list-style-type: none">a) la ventilation des sommes dépensées pour 2015-2016, et les prévisions pour 2016-2017;b) les noms des firmes de publicité retenues;c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;e) le but visé par chaque dépense;f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

Étude des crédits 2016-2017

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe de l'opposition officielle

4	<p>Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :</p> <p><u>Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :</u></p> <ul style="list-style-type: none">a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;b) le but visé par chaque dépense;c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement; <p><u>Par un professionnel ou une firme externe :</u></p> <ul style="list-style-type: none">d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût, le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, contrat négocié, avenants);g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;h) le but visé par chaque dépense;i) le nombre total et la liste d'événements ventilés par type d'événement.
5	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p><u>Organisée par le ministère ou l'organisme :</u></p> <ul style="list-style-type: none">a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;b) le but recherché par chaque dépense;c) le nombre total et liste des formations ventilée par catégorie; <p><u>Organisée par une firme externe :</u></p> <ul style="list-style-type: none">d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;h) le but visé par chaque dépense;i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.
6	<p>La liste des dépenses en formation de communication :</p> <p><u>Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés :</u></p> <ul style="list-style-type: none">a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;b) le but visé par chaque dépense;c) la nature de la formation;d) les personnes concernées.

Étude des crédits 2016-2017

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe de l'opposition officielle

7	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2015-2016, en indiquant, pour chaque contrat :</p> <ul style="list-style-type: none">a) les noms du professionnel ou de la firme;b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);d) la date d'octroi du contrat;e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;f) l'échéancier;g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions. <p>par le ou les cabinets ministériels en 2015-2016, en indiquant:</p> <ul style="list-style-type: none">a) les noms du professionnel ou de la firme;b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);d) la date d'octroi du contrat;e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;f) l'échéancier;g) dans le cas d'un octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.
8	<p>Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la <i>Loi sur les contrats des organismes publics</i>, en indiquant :</p> <p>Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information et sous quel format.</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nombre d'autorisations;b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;d) le montant accordé;e) les motifs de la demande;f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.
9	<p>Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la liste des soumissions et le montant de chacune;b) la grille d'évaluation des soumissions;c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

Étude des crédits 2016-2017

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe de l'opposition officielle

10	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant, pour chaque contrat : a) les noms du professionnel ou de la firme; b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final); c) le coût; d) l'échéancier; e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.
11	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016 : a) Liste de toutes les ressources œuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement; b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale); c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants; d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé; e) une description de son mandat; f) la date de début de son contrat; g) la date prévue de fin de son contrat; h) sa rémunération annuelle.
12	Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer : a) le nom du projet; b) la nature du projet; c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu); d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet; e) les plus récentes évaluations du coût du projet; f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière; g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet; h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates; i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour; j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet; k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère : - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants. l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

Étude des crédits 2016-2017

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe de l'opposition officielle

13	<p>Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la photocopie;b) le mobilier de bureau;c) l'ameublement;d) la décoration et l'embellissement;e) le distributeur d'eau de source;f) le remboursement des frais de transport;g) le remboursement des frais d'hébergement;h) le remboursement des frais de repas;i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session dek) type perfectionnement ou ressourcement :<ul style="list-style-type: none">I. au Québec;II. à l'extérieur du Québec.
14	<p>Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nombre de téléphones cellulaires (« BlackBerry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;d) les coûts d'acquisition des appareils;e) le coût d'utilisation des appareils;f) le coût des contrats téléphoniques;g) les noms des fournisseurs;h) le nombre de minutes utilisées;i) les ordinateurs portables;j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;k) le coût des frais d'itinérance;l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

Étude des crédits 2016-2017

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe de l'opposition officielle

15	<p>Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2012-2013, 2013-2014 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'Éducation :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;b) le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;c) le nombre total de jours de maladie pris par le personnel;d) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leurs valeur estimée, par catégorie d'emploi;e) le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);<ul style="list-style-type: none">- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.f) le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;g) le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;h) le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;i) le nombre et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé ou de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;j) l'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);k) l'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;l) le nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;m) le nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);n) le niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;o) le nombre d'employés permanents et temporaires;p) le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.
16	<p>Pour chaque ministère et organisme public, et ce par direction :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nombre de départs à la retraite en 2013-2014 et en 2015-2016, incluant le total et la ventilation des indemnités versées.b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines.c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2016-2017 et 2016-2017 et les indemnités de retraite qui seront versées.d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

Étude des crédits 2016-2017

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe de l'opposition officielle

17	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2015-2016 en indiquant pour chacun d'eux : a) l'emplacement de la location; b) la superficie totale pour chaque local loué; c) la superficie totale réellement occupée; d) la superficie inoccupée; e) le coût de location au mètre carré; f) le coût total de ladite location; g) les coûts d'aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1er avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés; h) la durée du bail; i) le propriétaire de l'espace loué; j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.
18	Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2015-2016, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir : a) la ou les dates des travaux; b) les coûts; c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.
19	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2015-2016, en indiquant pour chaque individu : a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant; b) le titre de la fonction; c) l'adresse du port d'attache; d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés; e) la prime de départ versée, le cas échéant; f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus; g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève; h) la description de tâches; i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2015-2016; j) le nombre total d'employés au cabinet; k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2012-2013, 2013-2014 et 2015-2016; l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée; m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : <i>Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre</i> et <i>Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État</i> .
20	Liste des sommes d'argent versées en 2015-2016 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant : a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne; b) la circonscription électorale; c) le montant attribué; d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

Étude des crédits 2016-2017

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe de l'opposition officielle

21	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère : a) le nom de la personne; b) le poste occupé; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) assignation initiale et l'assignation actuelle; e) la date de l'assignation hors structure; f) la date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.
22	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant : a) le poste initial; b) le salaire; c) le poste actuel, s'il y a lieu; d) la date de mise en disponibilité; e) les prévisions pour 2016-2017.
23	Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2015-2016, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant : a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.); b) prévisions pour 2016-2017; c) par catégorie d'âge.
24	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant : a) le nom de la personne; b) le poste occupé et le nom de l'organisme; c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant; d) l'assignation initiale; e) l'assignation actuelle; f) la date de l'assignation hors structure; g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).
25	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016, en précisant pour chaque abonnement : a) coût de chacun; b) le fournisseur; c) la nature du service; Ventiler le montant total par catégories.
26	Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

Étude des crédits 2016-2017

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe de l'opposition officielle

27	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site : a) le nom du site Web; b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site; c) les coûts de construction du site; d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour; e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement); f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites (nombre de « hits »); g) la fréquence moyenne de mise à jour; h) le responsable du contenu sur le site.
28	Nominations, pour 2015-2016, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée : a) la liste; b) le nom de la personne; c) les mandats de chacune de ces personnes; d) les contrats octroyés pour chaque mandat; e) le résultat du travail effectué; f) les échéances prévues; g) les sommes impliquées.
29	Pour 2015-2016, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.
30	Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2014-2015 et 2015-2016 : a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès; b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information; c) le nombre total des demandes reçues; d) le nombre de refus (en précisant par catégorie, les raisons et/ou articles de la loi invoqués pour le refus); e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours; f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours; g) le nombre de demandes ayant été traité hors délai.
31	La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2015-2016 : a) le coût (déplacements, etc.); b) le nombre de ressources affectées; c) le nombre de rencontres; d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre; e) l'objet; f) les dates.
32	Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

Étude des crédits 2016-2017

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe de l'opposition officielle

33	La liste des ententes et leur nature, signées en 2015-2016 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la <i>Loi sur le ministère du Conseil exécutif</i> ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.
34	Le détail des crédits périmés <u>et reportés</u> et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017.
35	L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2016-2017.
36	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2015-2016 et les prévisions 2016-2017.
37	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2013-2014 et en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017 et 2016-2017, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.
38	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.
39	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.
40	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2015-2016 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.
41	<p>Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :</p> <p>a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;</p> <p>b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.</p>

Étude des crédits 2016-2017

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe de l'opposition officielle

42	Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne : a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions; b) fournir la liste des salaires versés.
43	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.
44	Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.
45	Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2015-2016 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2016-2017. Pour chacun de ces programmes existants en 2015-2016, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.
46	Liste des situations en 2015-2016 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2015-2016.
47	Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur financement.
48	Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.
49	Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.
50	Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.
51	Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.
52	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds vert.
53	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds des ressources naturelles.
54	Liste des aides financières accordées en vertu de programmes financés par le Fonds du Plan Nord.

Étude des crédits 2016-2017

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe de l'opposition officielle

55	<p>Portrait global et montant total de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publics, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.</p> <p>Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.</p> <p>Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le nombre d'autorisations;b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;d) le montant accordé;e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;f) les motifs de la demande;g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats <p>Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site Internet ou autre moyen de communication.</p>
56	<p>Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres) et ce, pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 :</p> <ul style="list-style-type: none">a) la dépense totale (opération et capital);b) les grands dossiers en cours;c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.
57	<p>a. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.</p> <p>b. Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.</p>
58	<p>Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.</p>

Étude des crédits 2016-2017

CONSEIL SUPÉRIEUR DE LA LANGUE FRANÇAISE

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe de l'opposition officielle

59	<p>Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :</p> <ul style="list-style-type: none">a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels. <p>Fournir les prévisions pour 2016-2017.</p>
60	<p>Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2015-2016 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.</p>
61	<p>Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 et <u>2015-2016</u> en indiquant pour chacun :</p> <ul style="list-style-type: none">a) le sujet;b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;c) les coûts reliés à sa réalisation;d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu. <p>Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.</p>
62	<p>Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du conseil des ministres, pour les années 2014-2015 et 2015-2016, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant:</p> <ul style="list-style-type: none">a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

1 - Liste des voyages hors Québec pour l'année financière 2015-2016 :

- a) les endroits et dates de départ et de retour;
- b) la copie des programmes et rapports de mission;
- c) les personnes rencontrées;
- d) le coût (avec une ventilation par poste : frais de déplacement, d'hébergement, de repas, autres frais, etc.);
- e) les noms des ministres, députés, des membres du personnel de cabinet, des fonctionnaires concernés (avec leur titre) et des autres participants (avec leur titre) regroupés par mission;
- f) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et fonctionnaires concernés et autres participants;
- g) la liste des ententes signées ou annoncées, le cas échéant;
 - les détails de ces ententes;
 - les résultats obtenus à ce jour;
- h) les investissements annoncés, le cas échéant, ainsi que le nombre d'emplois estimé;
- i) la description de la nature du voyage incluant, le cas échéant, le nom du ou des événements concernés.

ooo—000—ooo—000—ooo

Voir document ci-joint.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 18).

AVRIL 2015

Aucun voyage à l'extérieur du Québec du 1^{er} au 30 avril 2015.

MAI 2015

Aucun voyage à l'extérieur du Québec du 1^{er} au 31 mai 2015.

JUIN 2015

Aucun voyage à l'extérieur du Québec du 1^{er} au 30 juin 2015.

JUILLET 2015

Aucun voyage à l'extérieur du Québec du 1^{er} au 31 juillet 2015.

AOÛT 2015

Aucun voyage à l'extérieur du Québec du 1^{er} au 31 août 2015.

SEPTEMBRE 2015

Aucun voyage à l'extérieur du Québec du 1^{er} au 30 septembre 2015.

OCTOBRE 2015

Aucun voyage à l'extérieur du Québec du 1^{er} octobre au 31 octobre 2015.

NOVEMBRE 2015

Aucun voyage à l'extérieur du Québec du 1^{er} novembre au 30 novembre 2015.

DÉCEMBRE 2015

Aucun voyage à l'extérieur du Québec du 1^{er} au 31 décembre 2015.

JANVIER 2016

Aucun voyage à l'extérieur du Québec du 1^{er} au 31 janvier 2016.

FÉVRIER 2016

Aucun voyage à l'extérieur du Québec du 1^{er} au 29 février 2016.

MARS 2016

Aucun voyage à l'extérieur du Québec du 1^{er} au 31 mars 2016.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

2 - Pour chacun des voyages fait en avion ou en hélicoptère par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels au Québec et des dirigeants d'organismes pour 2015-2016 :

- a) l'itinéraire et les dates du départ et/ou du retour;
- b) les coûts ventilés;
- c) le cas échéant, tout autre coût ventilé par poste : frais d'hébergement, frais de repas, autres frais, etc.;
- d) pour les organismes, les noms et les titres des dirigeants et des fonctionnaires concernés et autres participants.

ooo—ooo—ooo—ooo—ooo

Pour l'année 2015-2016

Aucun voyage.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 17).

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

- 3 - Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme. Fournir la liste détaillée de ces dépenses en indiquant :**
- a) la ventilation des sommes dépensées pour 2015-2016, et les prévisions pour 2016-2017;
 - b) les noms des firmes de publicité retenues;
 - c) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi pour chacun (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
 - d) les noms des fournisseurs, incluant les contrats de photographes;
 - e) le but visé par chaque dépense;
 - f) dans le cas d'une commandite, la raison et le nom de l'organisme bénéficiaire;
 - g) le coût total et ventilé pour les communiqués de presse.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2015-2016

FOURNISSEURS	COÛT (\$)	ÉDITION
CSPQ Division de l'impression		
Impression signet et programme de l'Ordre des francophones d'Amérique et du Prix du 3-Juillet-1608	302,50	Août 2015

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 24).

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

4 - Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.) :

Par le ministère, en incluant le cabinet ministériel ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) le nombre total et liste d'événements, ventilé par type d'événement;

Par un professionnel ou par une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
- e) le nom du professionnel ou de la firme de publicité;
- f) la liste des contrats octroyés en indiquant le coût et le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation, ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs et consultants, s'il y a lieu, incluant les contrats de photographies, des vidéos, etc.;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) le nombre total et liste d'événements ventilé par type d'événement.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2015-2016 (contrats de gré à gré)

Type d'événement	But visé	Fournisseurs	Coût global
Cérémonie de remise de l'Ordre des francophones d'Amérique et du Prix du 3-Juillet-1608 à l'hôtel du Parlement (Salle du Conseil législatif), le 23 septembre 2015	L'Ordre des francophones d'Amérique a pour but de reconnaître les mérites de personnes qui se consacrent au maintien et à l'épanouissement de la langue française en Amérique. Le Prix du 3-Juillet-1608 est remis à une organisation pour des services exceptionnels rendus à une collectivité de langue française et à l'ensemble de la francophonie nord-américaine.	Assemblée nationale Atelier Expressart Dumontet, Marie-Eve Goulet, Caroline Gravures A. Desmarais Laliberté, Karina Martin, Diane Photomédia Pichette, Claudine Pige communication Révisart Zebra Média	17 700 \$
Conférence de presse pour le lancement d'un avis à l'Hôtel Hilton Québec, le 8 octobre 2015	Lancement de l'avis <i>Rehausser la maîtrise du français pour raffermir la cohésion sociale et favoriser la réussite scolaire.</i>	Hilton Québec CSPQ (Service en gestion d'événements)	1488 \$

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

5 - La liste des dépenses en formation de communication :

Organisée par le ministère ou l'organisme :

- a) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017, ventilées par type d'événement;
- b) le but recherché par chaque dépense;
- c) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie;

Organisée par un professionnel ou une firme externe :

- d) les sommes dépensées en 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;
- e) le nom de la ou des firmes de publicité ou de communications;
- f) le mode d'octroi du contrat (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié);
- g) la liste et les noms des fournisseurs ou/et des consultants, s'il y a lieu;
- h) le but visé par chaque dépense;
- i) nombre total et liste des formations ventilée par catégorie.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2015-2016 (inscription à des activités)

- Journée de conférences et d'ateliers consacrée à l'accessibilité du Web
Université Laval 85 \$

But recherché : augmentation des connaissances sur les médias sociaux, partage d'expertise et réseautage.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23).

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

6 - La liste des dépenses en formation de communication :

**Organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique,
les membres du conseil exécutif ou les députés :**

- a) les sommes dépensées pour l'exercice financier 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017;
- b) le but visé par chaque dépense;
- c) la nature de la formation;
- d) les personnes concernées.

ooo—000—ooo—000—ooo

Ne s'applique pas.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphes 22 et 23).

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

7- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

par le ou les cabinets ministériels en 2015-2016, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Pour l'année 2015-2016 (contrats de gré à gré)

Nom	Mandat	Montant (\$)
Annie Simard Photo	Service de photographie	200
Atelier Expressart	Confection des parchemins de l'Ordre des francophones d'Amérique et du Prix du 3-Juillet-1608	750
	Confection des parchemins des prix Jules-Fournier et Raymond-Charette	200
Bla bla rédaction	Révision linguistique du document <i>Des entreprises de haute technologie de la région de Québec et leur réalité linguistique</i>	1450
	Révision linguistique de l' <i>Étude sur la qualité de la langue dans six quotidiens québécois publiés de 2010 à 2013</i>	360
	Révision linguistique du document <i>Analyse du niveau de littératie en français au Québec dans un contexte de forte immigration</i>	1200
Copies de la Capitale	Impression du Rapport annuel de gestion 2014-2015	508
DUMONTET, Marie-Ève	Animation musicale lors de la cérémonie de remise de l'Ordre des francophones d'Amérique et du Prix du 3-Juillet-1608	300

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

7- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

par le ou les cabinets ministériels en 2015-2016, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Nom	Mandat	Montant (\$)
GOULET, Caroline	Animation musicale lors de la cérémonie de remise de l'Ordre des francophones d'Amérique et du Prix du 3-Juillet-1608	300
LALIBERTÉ, Karina	Animation musicale lors de la cérémonie de remise de l'Ordre des francophones d'Amérique et du Prix du 3-Juillet-1608	300
Libéo	Banques d'heures de support Web	8273
MARTIN, Diane	Animation de la cérémonie de remise de l'Ordre des francophones d'Amérique et du Prix du 3-Juillet-1608	975
Photomédia	Photographies de la cérémonie de remise des insignes de l'Ordre des francophones d'Amérique, du Prix du 3-Juillet-1608 et production de vidéos	790
PICHETTE, Claudine	Participation à l'organisation et au déroulement de la cérémonie de remise des insignes de l'Ordre des francophones d'Amérique et du Prix du 3-Juillet-1608	280
Pige communication	Design et conception d'un signet, du carton d'invitation et d'un programme de cérémonie pour la remise de l'Ordre des francophones d'Amérique et du Prix du 3-Juillet-1608	755

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

7- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

par le ou les cabinets ministériels en 2015-2016, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Nom	Mandat	Montant (\$)
	Mise en page du Rapport annuel de gestion 2014-2015	757
Révisart	Révision linguistique du Rapport annuel de gestion 2014-2015	236
	Révision linguistique de l'avis intitulé <i>Rehausser la maîtrise du français pour raffermir la cohésion sociale et favoriser la réussite scolaire</i>	612
RICHARD, Suzanne	Rédaction d'un projet d'avis portant sur la maîtrise de la langue française	6528
Solutions Synotek	Services informatiques	2813
Statistique Canada	Achat d'une enquête statistique	4950
Université de Montréal	Projet de recherche intitulé « Analyse transversale et interprétative des données provenant de l'étude <i>Le sens des usages linguistiques et la valeur de l'anglais et du français dans la communication publique : Étude qualitative auprès de jeunes francophones et bilingues de Montréal.</i> »	5625
Zebra Média	Captation de la cérémonie de remise de l'Ordre des francophones d'Amérique, du Prix du 3-Juillet-1608 et production de vidéos	3200

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

7- Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme, excluant le cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

par le ou les cabinets ministériels en 2015-2016, en indiquant :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le détail des travaux ou services effectués (but visé);
- d) la date d'octroi du contrat;
- e) le coût total, y compris les avenants et/ou suppléments;
- f) l'échéancier;
- g) dans le cas d'un d'octroi par soumission, fournir le nom des soumissionnaires et le montant des soumissions.

Pour les contrats de plus de 25 000 \$, l'information se trouve aux engagements financiers qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique et ces informations sont aussi disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

8 - Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par le sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics, en indiquant :

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par le biais de son site Internet ou autre moyen de communication.

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme faisant l'objet de cet octroi;
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat et faisant l'objet de cet octroi;
- d) le montant accordé;
- e) les motifs de la demande;
- f) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2015-2016

Aucun contrat.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

9 - Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) la liste des soumissions et le montant de chacune;
- b) la grille d'évaluation des soumissions;
- c) la justification du choix du soumissionnaire retenu;
- d) le délai entre la publication de l'appel d'offres et l'octroi du contrat;
- e) le cas échéant, les appels d'offres annulés en cours de route et la raison de l'annulation.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2015-2016

Aucun appel d'offres.

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca/>.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

10 - Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2015-2016, en indiquant, pour chaque contrat :

- a) les noms du professionnel ou de la firme;
- b) les noms de tous les sous-traitants associés au contrat, leur mandat et le résultat (rapport ou document final);
- c) le coût;
- d) l'échéancier;
- e) dans le cas d'un octroi par soumission, les noms des soumissionnaires et le montant des soumissions.

ooo—ooo—ooo—ooo—ooo

Veuillez référer à la réponse de la question 7.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

11 - Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016 :

- a) liste de toutes les ressources oeuvrant au sein d'un ministère ou d'un organisme et qui ne sont pas des employés du gouvernement;
- b) le total des coûts reliés à ces consultants, ventilé par catégories (incluant la masse salariale);
- c) le sommaire de tout contrat octroyé pour l'embauche de ces consultants;
- d) le nom de chaque consultant et la firme par laquelle il est employé;
- e) une description de son mandat;
- f) la date de début de son contrat;
- g) la date prévue de fin de son contrat;
- h) sa rémunération annuelle.

ooo—000—ooo—000—ooo

Les informations relatives aux contrats octroyés à des firmes externes sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/> ainsi qu'aux engagements financiers de 25 000 \$ et plus qui feront l'objet d'une étude particulière par la Commission de l'administration publique.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

12 - Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère, indiquer :

- a) le nom du projet;
- b) la nature du projet;
- c) l'échéancier initial (et revu s'il y a lieu);
- d) le montant initialement prévu pour l'ensemble du projet;
- e) les plus récentes évaluations du coût du projet;
- f) les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet, au total et ventilés par année financière;
- g) l'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet;
- h) les firmes ou OSBL associés au développement du projet, incluant tous les sous-traitants associés au projet, les sommes qui leur ont été versées jusqu'à ce jour, le détail de tout contrat octroyé en précisant le mode d'octroi, le montant et les dates;
- i) le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour;
- j) le nombre d'employés (ETC) affectés à ce projet;
- k) le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère;
 - la valeur totale et ventilée des contrats ou ententes entre le ministère ou l'organisme et les firmes externes pour ces consultants.
- l) indiquer si l'étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre a été réalisée, comme l'exige la Politique cadre sur la gestion des ressources informationnelles des organismes publics.

Pour l'année 2015-2016

Aucun projet.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

- 13 - Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :**
- a) la photocopie;
 - b) le mobilier de bureau;
 - c) l'ameublement;
 - d) la décoration et l'embellissement;
 - e) le distributeur d'eau de source;
 - f) le remboursement des frais de transport;
 - g) le remboursement des frais d'hébergement;
 - h) le remboursement des frais de repas;
 - i) le remboursement des frais d'alcool et de fêtes;
 - j) l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l'extérieur du Québec.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2015-2016

Dépenses	Montant (\$)
Photocopies (y inclus la location de photocopieurs) :	3422
Mobilier de bureau :	646
Ameublement :	0
Décoration et embellissement :	1210
Distributeur d'eau de source :	0
Remboursement des frais de transport :	
Personnel et membres du CSLF	2490
Récipiendaires de l'Ordre des francophones d'Amérique, lauréats des quatre prix décernés par le CSLF et membres des jurys	4809
Remboursement des frais d'hébergement :	
Personnel et membres du CSLF	2120
Récipiendaires de l'Ordre des francophones d'Amérique, lauréats des quatre prix décernés par le CSLF et membres des jurys	2313

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d’opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

- 13 - Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l’autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chacune des dépenses suivantes :**
- a) la photocopie;
 - b) le mobilier de bureau;
 - c) l’ameublement;
 - d) la décoration et l’embellissement;
 - e) le distributeur d’eau de source;
 - f) le remboursement des frais de transport;
 - g) le remboursement des frais d’hébergement;
 - h) le remboursement des frais de repas;
 - i) le remboursement des frais d’alcool et de fêtes;
 - j) l’ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement :
 - I. a) au Québec;
 - II. b) à l’extérieur du Québec.

ooo—000—ooo—000—ooo

Dépenses	Montant (\$)
Remboursement des frais de repas :	
Personnel et membres du CSLF	606
Récipiendaires de l’Ordre des francophones d’Amérique, lauréats des quatre prix décernés par le CSLF et membres des jurys	401
Remboursement des frais d’alcool et de fêtes :	0
Ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, à des colloques et toute session de type perfectionnement ou ressourcement	1004
a) au Québec :	
b) à l’extérieur du Québec :	0

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

14 - Séparément, pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour 2015-2016 (et la ventilation pour chaque mois), de chaque dépense reliée à la téléphonie :

- a) le nombre de téléphones cellulaires, (« Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés;
- b) le nombre de tablettes électroniques utilisées (IPAD ou autres);
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés;
- d) les coûts d'acquisition des appareils;
- e) le coût d'utilisation des appareils;
- f) le coût des contrats téléphoniques;
- g) les noms des fournisseurs;
- h) le nombre de minutes utilisées;
- i) les ordinateurs portables;
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés;
- k) le coût des frais d'itinérance;
- l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2015-2016

- a) le nombre de téléphones cellulaires, (« Blackberry », iPhone ou autres types de téléphones intelligents) utilisés : 6;
- b) le nombre de tablettes électroniques (IPAD ou autres) et d'ordinateurs portables utilisés : 3;
- c) le nombre de téléavertisseurs utilisés : aucun;
- d) les coûts d'acquisition des appareils : aucun;
- e) le coût d'utilisation des appareils : 12,96 \$;
- f) le coût des contrats téléphoniques : 1505,50 \$;
- g) les noms des fournisseurs : Rogers;
- h) le nombre de minutes utilisées : 3648;
- i) les ordinateurs portables : voir b);
- j) le nombre d'ordinateurs portables utilisés : voir b);
- k) le coût des frais d'itinérance : 2,46 \$;
- l) les coûts de résiliation, s'il y a lieu : aucun.

L'information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l'organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d'information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 25).

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

15- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2015-2016

a) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et plus;

CATÉGORIES D'EMPLOI	TRANCHES D'ÂGE	HOMMES	FEMMES	Personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles
Hors cadre	+ de 35	1	0	0
Cadres	+ de 35	0	1	0
Professionnels	+ de 35	1	3	0
Fonctionnaires	+ de 35	0	3	0

b) Le nombre et la répartition, par tranches d'âge, du personnel masculin et féminin, des personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles pour chaque catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.); 35 ans et moins;

CATÉGORIES D'EMPLOI	TRANCHES D'ÂGE	HOMMES	FEMMES	Personnes handicapées, anglophones, autochtones et des communautés culturelles
Professionnels	- de 35	0	0	0
Fonctionnaires	- de 35	0	0	0

c) Le nombre total de jours de maladie pris par le personnel ;

Personnel régulier	Jours de maladie (code 120)
Hors cadre	0
Cadres	1,5
Professionnels	11,0
Fonctionnaires	11,5
TOTAL	24,0

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

15- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

ooo—000—ooo—000—ooo

d) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de congé de maladie moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

	0-10 jours	10-50 jours	50-100 jours	100 jours et +
Hors cadre	1	0	0	0
Professionnels	0	3	0	0
Fonctionnaires	1	1	1	0
Cadres	0	1	0	0

e) Le nombre d'heures supplémentaires travaillées par le personnel et la répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc.);
- le coût moyen par employé, selon la classe de travail.

Personnel assujetti à la LFP	Heures supplémentaires	Heures Payées	Heures compensées
Professionnels	5,5	2,5	3
Fonctionnaires	15,0	2,5	12,5
TOTAL	20,5	5	15,5

f) Le nombre total de jours de vacances pris par le personnel;

Personnel assujetti à la LFP	2015-2016											
	Avril	Mai	Juin	Juillet	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.	Janv.	Fév.	Mars
Hors cadre	-	-	-	15	15	6	-	-	2	-	-	-
Cadres	0,5	0	0	8	10,5	0	0	2	4	0	0	0
Professionnels	1	0	12	18,5	11	4	11	2	5,5	0	0	0
Fonctionnaires	0	1	4	6	35	2	0	0	9	0	1	1
TOTAL	1,5	1	16	47,5	71,5	12	11	4	20,5	0	1	1

g) Le nombre de personnes ayant dans leur réserve de jours de vacances moins de 10 jours, de 10 à 50 jours, de 50 à 100 jours et 100 jours et plus, et leur valeur estimée, par catégorie d'emploi;

	0-10 jours	10-50 jours	50-100 jours	100 jours et +
Hors cadre	0	0	0	0
Professionnels	1	1	0	0
Fonctionnaires	1	1	0	0
Cadres	0	1	0	0

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

15- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l'éducation) :

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

h) Le nombre de plaintes pour harcèlement psychologique;

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

i) Le nombre de personnes et la répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels, etc.) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme relevant du ministère, et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les agences régionales et les établissements hospitaliers;

Les informations quant au nombre de personnes, par catégorie d'emploi, qui reçoivent une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite renferment des renseignements personnels au sens de l'article 54 de la Loi sur l'accès. En raison du paragraphe 1 de l'article 53 ainsi que du premier alinéa de l'article 59, ces renseignements sont confidentiels. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la Loi sur l'accès.

j) L'évolution des effectifs réguliers par catégorie d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix, etc.) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);

CAPITALE NATIONALE	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Hors cadre	1	1	1
Cadres	1	1	1
Professionnels	7	6	4
Fonctionnaires	3	3	3

k) L'évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;

Traitement additionnel	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Hors cadre	-	-	-
Cadres	-	-	-
Professionnels	1	1	-
Fonctionnaires	-	-	-

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d’opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

15- Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2013-2014, 2014-2015, 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 (par établissement pour les réseaux de la Santé et des Services sociaux et le réseau de l’éducation) :

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

l) Le nombre d’employés bénéficiant d’un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu’ils ont accomplie;

Horaire majoré	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Hors cadre	-	-	-
Cadres	-	-	-
Professionnels	-	-	-
Fonctionnaires	1	1	1

m) Le nombre de postes par catégories d’emploi et par leur territoire habituel de travail (le centre principal de direction et chacune des régions);

CAPITALE NATIONALE	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Hors cadre	1	1	1
Cadres	1	1	1
Professionnels	7	7	4
Fonctionnaires	3	3	3

n) Le niveau des effectifs pour chacune des catégories d’emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

o) Le nombre d’employés permanents et temporaires;

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

p) Le nombre de départs volontaires, ventilé par raisons du départ.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

16 - Pour chaque ministère et organisme public, et ce, par direction :

- a) le nombre de départs à la retraite en 2014-2015 et en 2015-2016, incluant le total et la ventilation des indemnités versées;
- b) le nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines;
- c) le nombre de départs à la retraite prévus pour 2016-2017 et 2017-2018 et les indemnités de retraite qui seront versées;
- d) le nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2015-2016

- a) Nombre de départs à la retraite en 2015-2016 : La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor.
- b) Nombre de remplacements effectués en application du plus récent Plan de gestion des ressources humaines : 0.
- c) Nombre de départs à la retraite prévus pour 2016-2017 et 2017-2018 : 1.
- d) Nombre de retraités de la fonction publique ou parapublique engagés pour un ou des contrats : 1.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d’opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 03 Conseil supérieur de la langue française

17 - Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2015-2016 en indiquant pour chacun d’eux :

- a) l’emplacement de la location;
- b) la superficie totale pour chaque local loué;
- c) la superficie totale réellement occupée;
- d) la superficie inoccupée;
- e) le coût de location au mètre carré;
- f) le coût total de ladite location;
- g) les coûts d’aménagement, de rénovation réalisé depuis le 1^{er} avril 2011, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- h) la durée du bail;
- i) le propriétaire de l’espace loué;
- j) les noms des sous-locataires et les revenus liés à des sous-locations, le cas échéant.

ooo—000—ooo—000—ooo

EMPLACEMENT				
QUÉBEC 800, place D’Youville 13 ^e étage				
Propriétaire	Superficie	Coût total	Coûts d’aménagement et/ou de rénovation réalisés depuis le 1 ^{er} avril 2015	Durée
Euromart Corporation du Canada Entente d’occupation avec la Société québécoise des infrastructures	583,36 m ²	149 838,96 \$	0 \$	17 ans (échéance 31 octobre 2021)

L’information fournie en réponse à cette question est incluse dans les informations diffusées sur une base trimestrielle sur le site Internet de l’organisme en vertu du *Règlement sur la diffusion d’information et sur la protection des renseignements personnels* (art. 4 paragraphe 27).

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

18 - Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription des ministres, la direction générale du ministère et la haute direction des organismes publics, fournir le détail et la ventilation des coûts, pour 2015-2016, du déménagement, de l'aménagement, de la rénovation et autres travaux effectués dans les espaces occupés. Pour les rénovations, fournir :

- a) la ou les dates des travaux;
- b) les coûts;
- c) le nom de la ou des firmes ayant effectué les travaux.

ooo—000—ooo—000—ooo

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

19 - Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2015-2016, en indiquant pour chaque individu :

- a) la date de l'entrée en fonction et la date de départ, le cas échéant;
- b) le titre de la fonction;
- c) l'adresse du port d'attache;
- d) le traitement annuel ou, selon le cas, les honoraires versés;
- e) la prime de départ versée, le cas échéant;
- f) le montant total et la ventilation des primes ou bonis reçus;
- g) la liste du personnel politique, incluant le personnel de soutien, qui fait partie de la fonction publique et de quelle masse salariale il relève;
- h) la description de tâches;
- i) le montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le cabinet pour 2015-2016;
- j) le nombre total d'employés au cabinet;
- k) la masse salariale totale par cabinet pour les années financières 2014-2015 et 2015-2016;
- l) le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui prévu pour la fonction occupée;
- m) s'il a ou non signé les directives du premier ministre intitulées : *Directive sur la transparence et l'éthique relativement à l'exercice des fonctions du personnel des cabinets de ministre* et *Directive concernant les règles applicables lors de la cessation d'exercice de certaines fonctions pour l'État*.

ooo—000—ooo—000—ooo

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

20 - Liste des sommes d'argent versées en 2015-2016 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme, en indiquant :

- a) le nom de l'organisme concerné ou de la personne;
- b) la circonscription électorale;
- c) le montant attribué;
- d) le détail du projet visé et le but poursuivi par le ministère ou l'organisme.

ooo—000—ooo—000—ooo

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d’opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

21 - Liste du personnel hors structure, par catégorie d’emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n’occupe aucun poste dans ce ministère :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l’assignation initiale et l’assignation actuelle;
- e) la date de l’assignation hors structure;
- f) la date de la fin de l’assignation, s’il y a lieu.

ooo—000—ooo—000—ooo

Aucune personne.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

22 - Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), en indiquant :

- a) le poste initial;
- b) le salaire;
- c) le poste actuel, s'il y a lieu;
- d) la date de la mise en disponibilité;
- e) les prévisions pour 2016-2017.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

23 - Pour chaque ministère et organisme public (y compris les agences, sociétés, établissements, institutions, etc.), fournir pour 2015-2016, le nombre d'occasionnels mis à pied dont le ministère ou l'organisme a mis fin à l'emploi ou dont le contrat n'a pas été renouvelé, en précisant la ou les raisons et en ventilant :

- a) par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, personnel de soutien, fonctionnaires, etc.);
- b) prévisions pour 2016-2017;
- c) par catégorie d'âge.

ooo—ooo—ooo—ooo—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 03 Conseil supérieur de la langue française

24 - Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres, en indiquant :

- a) le nom de la personne;
- b) le poste occupé et le nom de l'organisme;
- c) le salaire de base et les bonis, le cas échéant;
- d) l'assignation initiale;
- e) l'assignation actuelle;
- f) la date de l'assignation hors structure;
- g) la date de la fin de l'assignation (s'il y a lieu).

ooo—000—ooo—000—ooo

Madame Josée Giroux
Directrice de la planification, de la coordination et des communications,
Secrétariat à la politique linguistique
Conseil supérieur de la langue française
Secrétariat à la politique linguistique
11 janvier 2016
31 décembre 2016

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENTS 03 Conseil supérieur de la langue française

- 25 - Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics en 2015-2016, en précisant pour chaque abonnement :
- a) le coût de chacun;
 - b) le fournisseur;
 - c) la nature du service.

Ventiler le montant total par catégories.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2015-2016

Magazines	Coût (\$)
<i>L'Action nationale</i>	145
<i>Le Français dans le monde</i>	138
<i>Les immigrants de la Capitale</i>	100
<i>Québec français</i>	46
<i>Recherches sociographiques</i>	130
<i>Sociologie et sociétés</i>	88
Abonnement en ligne	
<i>Petit Robert</i> (dictionnaire)	594
<i>Usito</i> (dictionnaire)	215

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d’opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

26 - Les sommes déboursées par le cabinet ministériel, le ministère ou les organismes publics pour l'achat de billets de saison, la réservation de loges et les frais payés afin de devenir membre d'un club privé ou autre.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l’année 2015-2016

Aucune somme.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

27 - Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

ooo—000—ooo—000—ooo

a) Site Web du Conseil supérieur de la langue française

Le processus utilisé pour la conception :

1996 – Consultation pour l'établissement du plan de contenus du site Web avec une firme privée, Harrison services informatiques. Établissement et adoption du plan au Comité de direction et octroi du contrat de construction.

2009 – Un contrat de service d'accompagnement technique pour la refonte du site Web du CSLF a été accordé au Centre francophone d'informatisation des organisations. Ensuite, un appel d'offres sur invitation a été lancé et le contrat a été accordé à la firme Infoglobe inc.

b) Le nom de la firme ou de la personne qui a conçu le site Web :

Créacom Multimédia (1996)
Infoglobe inc. (2009)

c) Le coût de construction du site Web :

9 995 \$ en 1996-1997.

d) Le coût de l'entretien et de la mise à jour :

221 747 \$ (depuis sa création en 1997).

La mise à jour est effectuée par le personnel du CSLF et un contrat de service est donné à des techniciens en informatique pour l'entretien.

e) Combien de fois le site Web a-t-il été refait?

Deux fois.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

27 - Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

ooo—000—ooo—000—ooo

e) Quel a été le coût?

890 \$ (2004-2005), 27 996 \$ (2008-2009) et 6 999 \$ (2009-2010, pour une adaptation).

e) Les critères qui ont justifié les changements :

2004-2005 : Se conformer au nouveau programme d'identification visuelle du Conseil du trésor.

2008-2009 : Afin de se conformer au plan d'action de la ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, intitulé *Réussir ensemble en français*, le projet de refonte du site Web du CSLF visait plusieurs objectifs, dont :

- Moderniser le site Web pour le rendre plus attrayant et convivial (tant sur le plan du graphisme que de l'ergonomie);
- Repositionner l'image du CSLF pour en faire une référence incontournable en matière d'information sur la situation linguistique du Québec;
- Développer un nouveau contenu diffusant de l'information pratique et accessible sur ce que signifie vivre en français au Québec;
- Diffuser de l'information générale sur la situation linguistique, à partir d'événements de l'actualité;
- Répondre aux besoins d'information des jeunes;
- Permettre au citoyen de porter un jugement plus éclairé sur la situation linguistique québécoise;
- Permettre à des usagers non informaticiens de participer à la mise à jour de l'information et à l'intégration de contenu dans le site Web (gestion autonome du contenu).

L'atteinte de ces objectifs a été rendue possible grâce à une présentation visuelle rafraîchie de l'information déjà disponible dans le site Web. Pour atteindre un public plus jeune et moins spécialiste, une section « Jeunesse » vulgarisée sur les questions inhérentes à la vie en français au Québec a aussi été développée.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

27 - Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

ooo—000—ooo—000—ooo

Sans avoir été refondu, le site Web du CSLF a ensuite continué d'évoluer en fonction de nouveaux besoins et de nouvelles réalités.

En 2009-2010, le site a été adapté afin de respecter les critères connus des standards gouvernementaux québécois sur les ressources informationnelles en matière d'accessibilité des contenus Web pour les personnes handicapées. Il a également été adapté pour répondre aux critères du Règlement sur la diffusion de l'information et sur la protection des renseignements personnels et à ceux de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels.

En 2011-2012, le CSLF a procédé à l'implantation d'une révision de la page d'accueil et d'un nouveau moteur de recherche pour la Bibliothèque virtuelle de son site Web.

Principaux objectifs de la refonte de la page d'accueil du site Web du CSLF :

- Accroître le caractère dynamique de la page d'accueil en affichant le contenu régulièrement ajouté à certaines sections du site Web (Actualités linguistiques et Bibliothèque virtuelle).
- Entamer les travaux visant à respecter des exigences précisées dans le standard de l'Administration québécoise intitulé Standard sur l'accessibilité d'un site Web (SGQRI 008-01), soit :
 - modifier la taille des caractères affichés jusqu'à 200 %;
 - modifier les rapports de contraste de couleurs, à l'exclusion des éléments décoratifs;
 - présenter, sur la page d'accueil, les contenus des publications des comptes Twitter et Facebook du CSLF.
- Uniformiser la présentation visuelle des sections du site Web du CSLF avec la nouvelle page d'accueil.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

27 - Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

ooo—000—ooo—000—ooo

L'implantation d'un nouveau moteur de recherche pour la Bibliothèque virtuelle du CSLF visait à résoudre les problèmes d'efficacité du moteur de recherche précédent.

En 2012-2013, le CSLF a poursuivi ses travaux afin de respecter les exigences précisées dans le Standard sur l'accessibilité d'un site Web (SGQRI 008-01), dont l'entrée en vigueur était le 10 mai 2012, et du Standard sur l'accessibilité d'un document téléchargeable (SGQRI 008-02), dont l'entrée en vigueur était le 10 novembre 2012.

En 2013-2014, pour compléter les travaux visant à respecter entièrement les exigences précisées dans le Standard sur l'accessibilité d'un document téléchargeable (SGQRI 008-02), le CSLF a terminé la conception d'un module permettant la mise en page en langage HTML des nouvelles publications du CSLF, afin de les rendre accessibles pour les personnes handicapées. Il a rendu accessibles tous ses formulaires de mise en candidature de même que son rapport annuel 2012-2013. Un membre de son personnel a également suivi une formation pour rendre les documents Word accessibles.

Depuis, divers rapports et études ainsi que les rapports annuels de gestion ont également été rendus accessibles.

Les contenus du site seront progressivement rendus conformes aux standards d'accessibilité adoptés par le gouvernement du Québec, soit les standards suivants :

- Standard sur l'accessibilité d'un site Web (SGQRI 008-01)
- Standard sur l'accessibilité d'un document téléchargeable (SGQRI 008-02)
- Standard sur l'accessibilité du multimédia dans un site Web (SGQR1-008-03)

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

27 - Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels), fournir, et ce, depuis l'existence du site :

- a) le nom du site Web;
- b) le nom de la firme ou du professionnel, des personnes qui ont conçu le site;
- c) les coûts de construction du site;
- d) les coûts d'hébergement, d'entretien et de mise à jour;
- e) les coûts de modernisation ou de refonte (en spécifiant combien de fois le site a été refait et les raisons du changement);
- f) la fréquence journalière, hebdomadaire et mensuelle des visites ventilée par section et/ou page du site (nombre de « hits »);
- g) la fréquence moyenne de mise à jour;
- h) le responsable du contenu sur le site.

ooo—OOO—ooo—OOO—ooo

g) Quelle est la fréquence moyenne de mise à jour?

Hebdomadaire.

h) Qui est responsable du contenu sur le site Web?

Charles Gagnon, agent de recherche au CSLF.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

28 - Nominations, pour 2015-2016, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée :

- a) la liste;
- b) le nom de la personne;
- c) les mandats de chacune de ces personnes;
- d) le détail des contrats octroyés pour chaque mandat;
- e) le résultat du travail effectué;
- f) les échéances prévues;
- g) les sommes impliquées.

ooo—000—ooo—000—ooo

Aucune nomination.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

29 - Pour 2015-2016, les dépenses effectuées par ministère pour les tournées, les visites ou rencontres ministérielles et sous-ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions et en précisant l'objet de la visite pour chacune d'entre elles et en précisant l'objet des rencontres et les personnes ou organismes rencontrés.

ooo-000-ooo-000-ooo

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

30 - Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2014-2015 et 2015-2016 :

- a) les coûts reliés au traitement et réponses aux demandes d'accès;
- b) le montant total facturé et récolté découlant des demandes d'accès à l'information;
- c) le nombre total de demandes reçues;
- d) le nombre de refus (en précisant, par catégorie, les raisons et/ou articles de la Loi invoqués pour le refus);
- e) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 20 jours;
- f) le nombre de demandes ayant été traitées dans un délai de 30 jours;
- g) le nombre de demandes ayant été traitées hors délai.

ooo—000—ooo—000—ooo

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2015-2016 des ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

31 - La liste exhaustive de tous les mandats et dossiers et de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres pour 2015-2016 :

- a) le coût (déplacements, etc.);
- b) le nombre de ressources affectées;
- c) le nombre de rencontres;
- d) le nombre d'ETC affecté à chaque mandat en indiquant leur fonction et leur titre;
- e) l'objet;
- f) les dates.

ooo—000—ooo—000—ooo

Ne s'applique pas.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

32 - Liste des entités administratives créées, fusionnées, scindées ou abolies sous la responsabilité du ministère en précisant les coûts de transition et les coûts de formation.

ooo-000-ooo-000-ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

33 - La liste des ententes et leur nature, signées en 2015-2016 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la *Loi sur le ministère du Conseil exécutif* ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes, et ce, pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

34 - Le détail des crédits périmés et reportés pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2015-2016 et les prévisions pour 2016-2017.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

35 - L'inventaire complet des services tarifés que le ministère et les organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2016-2017.

ooo—000—ooo—000—ooo

L'information concernant la *Politique de financement des services publics* sera présentée au rapport annuel 2015-2016 des ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

36 - Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2015-2016 et les prévisions 2016-2017.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

37 - Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2015-2016, ainsi que les prévisions pour 2016-2017 et 2017-2018, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2015-2016

Aucune somme.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENTS 03 Conseil supérieur de la langue française

38- Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2015-2016

Un montant forfaitaire de 1750,35 \$ a été accordé à un membre du personnel du CSLF.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

39 - Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour l'année financière 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ (allocations de transition), incluant les montants versés pour bris de contrat.

ooo—000—ooo—000—ooo

Pour l'année 2015-2016

Aucun montant.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

40 - Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2015-2016 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

41 - Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, à qui les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée? Pour chaque personne :

- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
- b) fournir la liste des salaires versés et préciser le montant total dépensé par le ministère ou l'organisme.

ooo-000-ooo-000-ooo

Il n'y a pas de cadre, de dirigeant ou de sous-ministre qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

- 42 - Pour 2015-2016, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite des remaniements ministériels? Pour chaque personne :**
- a) fournir la liste des noms, des fonctions précédentes occupées et la date de cessation des fonctions;
 - b) fournir la liste des salaires versés.

ooo-000-ooo-000-ooo

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Conseil exécutif pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

**43 - La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil
exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires
donnés à ces personnes.**

ooo-000-ooo-000-ooo

Aucune personne.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d’opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

44 - Pour la préparation des projets de loi, des politiques, des stratégies ou des consultations gouvernementales, indiquer, pour chaque type, si une entente de confidentialité a été requise par le ministère ou le cabinet auprès des partenaires. Le cas échéant, pour chacun des types visés, fournir la liste des partenaires engagés ainsi que ladite entente.

ooo—000—ooo—000—ooo

Cette question ne semble pas pertinente à l’exercice d’étude des crédits.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d’opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

45 - Coûts de reconduction des programmes existants : liste exhaustive des programmes ministériels existants à la fin de l'année financière 2015-2016 et qui n'ont pas été reconduits intégralement en 2016-2017. Pour chacun de ces programmes existants en 2015-2016, donner le coût de reconduction intégral et la dépense prévue aux crédits 2016-2017, en incluant les programmes qui ont été abolis et pour lesquels la dépense sera nulle.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

46 - Liste des situations en 2014-2015 où s'est appliqué le principe du cran d'arrêt, tel qu'il est défini dans le Budget de dépenses 2014-2015.

ooo-000-ooo-000-ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

47 - Indiquer les nouvelles initiatives ou toute majoration apportée à un programme existant, les montants en cause ainsi que les mesures prises pour dégager les sommes nécessaires à leur fonctionnement.

ooo-000-ooo-000-ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

**48 - Nombre de fonctionnaires ou ETC affectés au Plan Nord en 2015-2016
et prévisions pour 2016-2017.**

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour
tous les ministères et organismes pour l'année 2015-2016 seulement.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

49 - Ventilation du budget du ministère consacré au Plan Nord pour 2015-2016 et prévision pour 2016-2017.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour tous les ministères et organismes pour l'année 2015-2016 seulement.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

50 - Nombre d'employés ou ETC affectés à la Stratégie maritime pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil exécutif (Secrétariat à l'implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d’opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

**51 - Ventilation du budget du ministère consacré à la Stratégie maritime
pour 2015-2016 et prévisions pour 2016-2017.**

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil exécutif (Secrétariat à l’implantation de la stratégie maritime) pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

**52 - Liste des aides financières accordées en vertu de programmes
financés par le Fonds vert.**

ooo-000-ooo-000-ooo

La réponse à cette question sera transmise par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques pour tous les ministères et organismes (Fonds vert).

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d’opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

**53 - Liste des aides financières accordées en vertu de programmes
financés par le Fonds des ressources naturelles.**

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le ministère de l’Énergie et des
Ressources naturelles (Fonds des ressources naturelles) pour tous les
ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d’opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

**54 - Liste des aides financières accordées en vertu de programmes
financés par le Fonds du Plan Nord.**

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par la Société du Plan Nord pour
tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française

ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

55 - Portrait global et montant global de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2015-2016 qui ont fait l'objet de coûts additionnels sans être autorisés directement par les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publics, mais plutôt à la suite d'une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.

Indiquer si oui ou non le ministère ou l'organisme compile cette information en faisant la distinction entre les coûts additionnels autorisés par le dirigeant de l'organisme et les coûts additionnels autorisés à la suite d'une délégation de pouvoir.

Fournir la liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) en indiquant :

- a) le nombre d'autorisations;
- b) le nom du professionnel ou de la firme touché(e);
- c) le nom de tous les sous-traitants associés au contrat;
- d) le montant accordé;
- e) le nom de la personne ayant autorisé la dépense supplémentaire;
- f) les motifs de la demande;
- g) tout rapport d'évaluation, de vérification ou d'enquête produit concernant un de ces contrats.

Indiquer si oui ou non les ministères ou l'organisme rend lui-même publique et disponible cette information par les biais de son site internet ou autre moyen de communication.

ooo—ooo—ooo—ooo—ooo

Le montant initial et final des contrats sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://seao.ca>.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

56 - Concernant les dépenses en informatique, pour chacun des ministères et organismes (incluant les agences, sociétés, établissements, institutions ou autres), et ce, pour 2012-2013, 2013-2014, 2014-2015 et 2015-2016 ainsi que les prévisions pour 2016-2017 :

- a) la dépense totale (opération et capital);
- b) les grands dossiers en cours;
- c) le nombre d'employés attitrés aux dossiers informatiques;
- d) le nombre de consultants externes attitrés aux dossiers informatiques.

ooo—000—ooo—000—ooo

- a) 100 000 \$, selon la Programmation annuelle en ressources informationnelles (PARI);
- b) Les informations sont disponibles au tableau de bord (site Internet - <https://www.tableaubordprojetsri.gouv.qc.ca/>);
- c) Aucun employé;
- d) Veuillez vous référer à la réponse de la question 11.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

- 57 - a) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.
- b) Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, le montant total en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : des indemnités de retraite, s'il y a lieu.

ooo—000—ooo—000—ooo

- a) La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.
- b) Aucune indemnité de retraite.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

58 - Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, etc.), fournir pour 2015-2016, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.

ooo—000—ooo—000—ooo

Veuillez vous référer aux réponses aux sous-questions c) et f) de la question 15.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

59 - Pour chaque ministère et organisme public, portrait complet et bilan détaillé des actions entreprises et des compressions réalisées à la suite de l'annonce du président du Conseil du trésor le 25 novembre 2014. Plus précisément, fournir l'information relative aux actions dans le cadre :

- a) du Plan de réduction des effectifs pour les ministères et organismes visant une réduction d'au minimum 2 % de leur niveau d'effectifs;
- b) du chantier sur la révision et l'optimisation des structures et des organismes de l'État;
- c) d'autres actions visant à limiter certains facteurs pouvant contribuer à augmenter les dépenses de rémunération;
- d) de la suspension des bonis du personnel de direction et d'encadrement des ministères, des organismes gouvernementaux et des cabinets ministériels.

Fournir les prévisions pour 2016-2017.

ooo—000—ooo—000—ooo

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat du Conseil du trésor pour tous les ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d’opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

60 - Pour chaque ministère et organisme public, le détail des actions réalisées et/ou amorcées en 2015-2016 en vue d'atteindre les objectifs fixés dans la Stratégie gouvernementale de développement durable.

ooo—000—ooo—000—ooo

L’information sera présentée au rapport annuel 2015-2016 des ministères et organismes.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

61 - Pour chaque ministère et organisme, liste de tous les rapports (d'évaluation, de vérification, d'enquête ou autres), études, avis, analyses, etc., produits par le ministère ou commandés à un organisme ou une firme externe en 2014-2015 et 2015-2016 en indiquant pour chacun :

- a) le sujet;
- b) la ou les raisons pourquoi il a été produit ou commandé;
- c) les coûts reliés à sa réalisation;
- d) le nom de l'organisme ou de la firme externe, s'il y a lieu.

Préciser, pour chacun, s'il découle d'une demande du ministre ou du cabinet ministériel.

ooo—ooo—ooo—ooo—ooo

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice d'étude des crédits.

Étude des crédits 2016-2017

Demande de renseignements généraux requis
par le groupe d'opposition officielle

PROGRAMME 03 Charte de la langue française
ÉLÉMENT 03 Conseil supérieur de la langue française

- 62 - Pour chaque ministère et organisme public, incluant les cabinets ministériels et membres du Conseil des ministres, pour les années 2014-2015 et 2015-2016, le nombre total de personnes ayant bénéficié du paiement de cotisation à une association (ordre ou corporation) professionnelle en vertu de la Directive concernant le paiement par le gouvernement de cotisations à des associations (6-79) du Conseil du trésor ou de toute autre directive permettant un remboursement de ces cotisations, ventilé par association, ordre ou corporation professionnel en indiquant :**
- a) la dépense totale relative au paiement des cotisations;
 - b) la liste des associations, ordres ou corporations professionnels auxquels le gouvernement du Québec a versé un paiement pour cotisation;
 - c) la liste des employés, cadres, dirigeants, ministres et juges ayant bénéficié de cet avantage.

ooo-000-ooo-000-ooo

- a) Ne s'applique pas.
- b) Ne s'applique pas.
- c) Ne s'applique pas.